



STRATEGIE ISLAMIQUE DU PAKISTAN

Mémoire de géopolitique

du Capitaine de frégate André MARTIN

dans le cadre du séminaire “Géopolitique et Religions”

Directeur : Aymeric CHAUPRADE
Chercheur en science politique
à l’université Paris V René Descartes

Avril 2001

STRATEGIE ISLAMIQUE DU PAKISTAN

SOMMAIRE

INTRODUCTION

PREMIERE PARTIE : IDEOLOGIE NATIONALISTE OU ISLAMIQUE ?

La génèse

L'islam, ciment fragile
Vers un Etat islamique ?

SECONDE PARTIE : LIGNES CONTINUES DE LA POLITIQUE INTERIEURE

Une géographie contrastée

Un kaléidoscope d'identité

L'armée colonne vertébrale de la nation
Les aspects évolutifs de la géopolitique interne

TROISIEME PARTIE : LIGNES DE FORCE DE LA POLITIQUE ETRANGERE

Le syndrome indien

Le jeu des puissances

Le monde musulman

CONCLUSION

1. PREAMBULE

Le sous-continent indien est l'un des premiers continents musulmans du monde avec plus de trois cent millions d'adeptes. Son islamisation est ancienne et a deux origines : au VIIIe siècle, le courant maritime arabe a introduit le sunnisme chafite, et le chiisme isma lien ; entre le XIIIe siècle et le XVIIIe siècle, la voie terrestre (afghan, turc et moghol) a apporté le sunnisme hanafite et le chiisme duod cimal. Ainsi, le Sind fut soumis aux conquêtes arabo-islamiques dès l'année 711, la vallée de l'Indus fut dominée par les Turcs ghazn vides au XIe siècle, et le sultanat de Dehli (1206-1414) s'étendit de la vallée du Gange au Deccan au XIIIe siècle. L'Inde resta sous conquête islamique pendant plus de cinq siècles, la dynastie musulmane la plus célèbre étant celle des Moghols qui dirigea cette contr e de 1526 à 1857, jusqu'à la colonisation britannique.

La décolonisation britannique mit le feu au poudre : en réaction au spectre de la naissance d'une Inde indépendante dominée par les hindous, le Pakistan fut crée en 1947 pour offrir un territoire aux musulmans de l'Empire britannique. Le nom de la capitale, une ville nouvelle construite après l'indépendance, est tout un symbole : Islamabad, « cité de l'islam ». Le facteur religieux est donc fondamental dans la formation de l'identité de ce pays, la religion étant le seul point commun de populations forts différentes, le seul pont entre les discontinuités continentales et ethniques apparues à sa création. Le ciment islamique ne put pourtant pas garantir l'intégrité d'un territoire constitué de deux fragments - l'un centré sur les bouches du Gange, l'autre axé sur l'Indus¹ - séparés par plus de 2500 km : le Pakistan dut subir une partition en 1971 quand le nationalisme bengui, appuyé par les forces indiennes, lança victorieusement un mouvement sécessionniste armé. Si l'islam est le facteur géopolitique majeur de la création de ce pays, cette division prouve que le fait territorial est aussi

¹ cf carte 1.

important que le fait religieux : L'existence du Pakistan pose aussi la question de ce que peut être une nation.

L'antagonisme indo-pakistanaï est un deuxième facteur important : le voisinage du géant indien, la différence de taille entre ces deux pays, les conditions de leur naissance, et les guerres qui les ont opposés depuis 1947, entretiennent un fort sentiment anti-indien. De plus, alors que l'Inde peut se prévaloir d'une identité millénaire, le Pakistan est un pays neuf qui rejette le monde indien. L'indépendance des Etats d'Asie centrale lui offre donc l'occasion d'affirmer son appartenance à une autre aire culturelle, celle qui a vu naître les dynasties mogholes dont le « Pays des purs » se veut l'héritier.

Le troisième facteur est son isolement sur la scène internationale : trafics de drogue et d'armes entre le Pakistan et l'Afghanistan, tolérance à l'égard de terroristes internationaux –tel le réseau du saoudien Oussama Ben Laden-, activités clandestines au Cachemire –tel l'affrontement en juillet 1999 pour le contrôle des hauteurs de Kargil-, soutien aux Talibans, proliférations nucléaires et balistiques concourent à isoler le Pakistan.

L'objectif de ce mémoire de géopolitique est de s'interroger sur le rôle du religieux dans l'édification de ce pays. Quelle est la place de la religion dans l'Etat pakistanaï ? Quel est son objectif ? L'islam est-il à l'origine d'un processus de déterritorialisation, ou est-il utilisé par des individus à des fins de prise de pouvoir ? Quelle est la nature du différend indo-pakistanaï : guerre de religion ou conflit où la religion sert à légitimer des objectifs géopolitiques classiques ?

Afin d'apporter une réponse à ces nombreuses questions, nous allons démontrer que les gouvernements successifs du Pakistan ont instrumentalisé l'islam à des fins de politique intérieure, et utilisé la religion dans le cadre de leur politique étrangère. Pour répondre à notre problématique, nous étudierons l'influence de la géographie (situation et relief), de l'identité (ethnies, langues, religions, minorités), et de l'économie sur les dynamiques territoriales et identitaires qui se développent au Pakistan et en Asie centrale. Le sujet sera traité en trois temps :

- partie première : étude du fait religieux, facteur géopolitique prééminent dans la formation du Pakistan ;
- parties seconde et troisième : analyse géopolitique des lignes continues de la politique pakistanaï sur les plans intérieur puis extérieur.

2. INTRODUCTION

Le Pakistan est une fédération composée de quatre provinces disposant d'assemblées élues et de gouvernements propres : le Pendjab, le Sind, le Baloutchistan et la Province de la frontière du Nord Ouest, auxquelles s'ajoutent des territoires sous statuts particuliers².

- La géographie physique et humaine est contrastée et les frontières apparaissent perméables :
 - à l'Ouest, la ligne Mortimer-Durand fixée en 1893, n'a pas supprimé la fragilité de la frontière avec l'Afghanistan, l'ethnie pachtoune s'y répartissant de part et d'autre ;
 - dans le Nord, un morceau de Cachemire arraché à l'Inde est toujours objet de conflit ;
 - plus au sud, dans la plaine agricole du Pendjab, hindous et sikhs se déchirent ;
 - cent quarante millions d'habitants se concentrent le long des terres irriguées de la rive Est de l'Indus ; «L'Indus est ainsi tout à la fois l'axe vital de la géographie pakistanaï, et l'axe de partage entre deux vieilles aires culturelles, que n'a pu estomper l'islam omniprésent : une aire

² cf carte 2.

- indienne (ou indo-islamique) d'une part, et à laquelle se rattache le Pendjab et le Sind, et une aire irano-afghane, à laquelle toute la moitié occidentale du Pakistan se rattache³ ».
- L'identité pakistanaise est difficile à définir car elle est tiraillée entre :
 - les ethnies (pathans, baloutches, mohadjirs..) et les religions (chiites, sunnites, ahmadis, chrétiens, hindous, ...); celles-ci induisent des mentalités et des structures sociales différentes, et provoquent des fêlures dans la construction pakistanaise.
 - les cultures et les pratiques; comme l'Inde, le Pakistan résulte de l'agrégation de terres autrefois placées sous le contrôle direct des britanniques et d'Etats princiers (Bahawalpur au Pendjab, Khairpur au Sind...). Mais il compte aussi de très larges étendues de terres tribales dont le statut politique est particulier: les tribus, pour l'essentiel baloutches et pachounes, sont des sociétés guerrières, soumises à des chefs avec qui tout pouvoir extérieur doit compter.
 - Le Pakistan offre l'image d'un Etat agité :
 - malade, son fondateur Muhammad-ali-Jinnah disparaît en 1948; son successeur Liaquat Ali Khan est assassiné en 1951; trois régimes militaires (Ayub Khan 1958-1969, Yahya Khan 1969-1971, Zia ul-Haq 1977-1988) marqueront les quatre premières décennies d'après l'indépendance, Zia faisant de plus pendre son prédécesseur Zulfikar Ali Bhutto.
 - auto-défini comme l'Etat des musulmans de l'ancienne Inde, le Pakistan doit se satisfaire d'une demi-victoire: tous les musulmans indiens ne l'ont pas rejoint en 1947; le partage du Cachemire est gelé depuis 1949; la sécession du Bangladesh en 1971 le prive de la majorité de sa population.
 - L'économie est au bord de la banqueroute :
 - la pauvreté gagne du terrain: le pourcentage de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté est aujourd'hui estimé à 40% (contre 20% en 1990) et il y a environ vingt millions d'enfants esclaves⁴; « Alors que 25% des dépenses budgétaires sont affectées à l'armée et 37% au remboursement de la dette, moins de 5% du PNB est consacré à la santé et à l'éducation⁵ ».
 - la population a un taux de croissance élevé estimé à 3% par an (année/millions d'habitants: 1961/49,9 - 1972/64 - 1984/96,2 - 1999/146,5)⁶;
 - les « élites féodales » sont les principaux bénéficiaires de la croissance, les disparités régionales sont très grandes et les distributions des revenus inégales.
 - le 12 octobre 1999 un coup d'Etat militaire a mis fin à onze années d'expérience démocratique. Pour la quatrième fois dans l'histoire du pays le tout-puissant chef d'état-major de l'armée de terre a pris le contrôle du pays.

Ce panorama dresse un tableau sombre de la situation au Pakistan: les clivages dans l'organisation humaine, la répartition inégale des richesses, l'importance du fait minoritaire aux plans ethnique et religieux, alimentent les oppositions et favorisent les rivalités. Corruption et inefficacité de la classe politique, désordres politiques et sociaux, violences inter-religieuses, délabrement de l'économie, détournement de fonds publics et abus de biens sociaux... les justifications du coup d'Etat militaire du 12 octobre 1999 ne manquent pas.

³Y. Lacoste (sous la direction de), Dictionnaire de géopolitique, Flammarion, 1993, p.1178.

⁴ Ignacio Ramonet, La menace Pakistan, in Le Monde Diplomatique, Novembre 1999.

⁵ Gilles Kepel, Jihad, Expansion et déclin de l'islamisme, NRF, Gallimard, Paris, 2000, p. 91.

⁶ source Quid 2001, p.1167.

3. PREMIERE PARTIE : IDEOLOGIE NATIONALISTE OU ISLAMIQUE ?

En 1947, tous les groupes islamiques fondamentalistes de l'Inde, étaient farouchement opposés à la création du Pakistan. Leur opposition avait deux origines :

- En vertu du panislamisme, les musulmans formaient une seule nation ; l'affirmation que les musulmans indiens représentaient une nation distincte, donc habilitée à vivre dans un Etat séparé, était donc rejetée.
- Au-delà de la doctrine religieuse, la constitution d'un Etat indépendant leur semblait avoir pour origine des objectifs politiques et économiques.

3.1 LA GENESE DU PAKISTAN

Si la deuxième assertion est facile à vérifier, le premier motif doit être relativisé. Examinons la situation :

- Sur le plan politique, la création du Pakistan permettait au Royaume Uni d'affaiblir son ancien Empire en le divisant, et de créer un Etat tampon entre l'U.R.S.S. et l'Inde de Nehru, aux sympathies socialisantes.
- Comparons la situation du Pakistan occidentale à celle de l'Inde à cette époque :
 - la pression démographique y est moins lourde ;
 - trois quarts de la surface cultivée sont irrigués (contre moins de 20% en Inde) ;
 - les infrastructures routières et ferroviaires sont équivalentes ;
 - peu de grandes industries au Pakistan, et une insuffisance de cadre et de main d'œuvre qualifiée dû à un retard dès le XIX siècle en terme d'éducation ;
 - le Pendjab est une province dynamique en comparaison du bassin central du Gange.

Sur le plan économique et social, le Pakistan occidental se trouvait donc dans une position plus favorable que l'Inde : un apport de population éduquée ne pouvait que lui être profitable.

Ces motifs sont-ils suffisants pour créer un Etat ?

3.1.1 Un différend idéologique

Quelques unes des plus anciennes cités de l'humanité - Mohejo Daro, Harappa - furent construites dès le 3ème millénaire avant J.C. dans ce qui allait être le Pakistan. Paradoxalement, la nation pakistanaise et « le pays des purs » sont des conceptions récentes, nées d'une utopie en 1933, époque où les Indes appartenaient à l'Empire britannique. Le souvenir de la grandeur de l'islam indien apparaissait alors en contradiction avec la place faite aux musulmans proportionnellement peu représentés dans l'encadrement de l'Empire. « Dans l'esprit des oulémas indiens, et selon une représentation du monde issue de la plus élémentaire doctrine coranique, il n'était pas envisageable que les Musulmans puissent être soumis à un pouvoir politique infidèle. Ils avaient toujours été les maîtres des Indes et avaient gardé leur suprématie sur leurs compatriotes hindous même au temps de la colonisation britannique⁷ ». La Ligue musulmane pan-indienne fondée en 1906 par Muhammad-ali-Jinnah (1876-1948) demanda en 1940 que fût créée à l'heure de l'indépendance, un pays distinct de l'Inde, constitué des régions où les musulmans se trouvaient majoritaires⁸. Le 14 août 1947 après bien des troubles, le Pakistan naissait : contre l'idée d'une Inde pluri-religieuse mais laïque, les tenants du Pakistan imposèrent l'idée que les Indes britanniques consistaient en deux nations, l'hindoue et la

⁷ Alexandre del Valle, Islamisme et Etats Unis, une alliance contre l'Europe, L'Age d'Homme, Paris, 1997, p.78.

⁸ cf carte 3.

musulmane. La « théorie des deux nations » était-elle une stratégie destinée à exploiter l'idée que les Musulmans constituaient une catégorie distincte ? L'identité musulmane était-elle plutôt une catégorie politique, ou bien la création du Pakistan découlait-elle d'un mouvement religieux profondément implanté ? Quel rôle l'islam a-t-il joué dans la construction nationale ? Toutes ces questions sont fondamentales pour éclairer le lien entre islam, peuple et territoire.

3.1.2 Une ambiguïté jamais levée

L'islamisme contemporain ne se limite ni au monde arabe, ni au Moyen Orient mais plonge de profondes racines dans l'Inde et le Pakistan. Le politicien islamiste Abul Ala Mawdoudi (1903-1979) et les filières religieuses comme celle de l'école deobandi, ont exercé une influence majeure sur l'évolution du Pakistan et sur celle de l'islamisme international.

Contrairement à l'Egypte où les Frères Musulmans furent brisés par la répression nassérienne en 1954, ce qui créa une interruption entre période coloniale et époque contemporaine, l'islamisme du sous-continent indien s'est développé en continu des années 1930 à nos jours⁹. Pendant les décennies de répression du Caire, l'œuvre de Mawdoudi fournit les théories et les concepts nécessaires au développement d'une idéologie islamiste contemporaine. « Il a en effet très tôt jeté les bases culturelles de l'Etat islamique, défini en opposition au nationalisme musulman qui allait donner naissance au Pakistan en 1947¹⁰ ».

3.1.2.1 L'appel à l'islam au moment de la partition

La partition de 1947 s'est effectuée au prix de centaines de milliers de morts, et de millions de réfugiés (les Mohadjirs). Mais pour ses promoteurs, la création du Pakistan était indispensable à la préservation de l'identité religieuse des musulmans du sous-continent indien : en effet très minoritaires (24% de l'Inde britannique) les musulmans ne pensaient pas pouvoir défendre leur identité dans les institutions électives d'une Inde indivise succédant à la domination coloniale.

Lors de la campagne qui précéda les élections de 1945-1946, la Ligue musulmane utilisa systématiquement des arguments religieux et enrôla des oulémas et des maîtres soufis (les pîrs), particulièrement influents dans les campagnes. « Le vote massif de l'électorat musulman en faveur du programme de la Ligue –même dans les régions à minorité musulmane qui devaient rester en Inde– s'explique par cet appel à la religion¹¹ ».

Le conflit, qui oppose dès 1947, les élites modernistes de formation britannique et les divers courants religieux sur la définition du « nationalisme musulman », permet aux oulémas de jouer un rôle important. Bien organisés, ces derniers s'appuient sur des écoles religieuses traditionnelles, les madrasa.

⁹ L'organisation des Frères musulmans a été créée en Egypte, à la fin des années 1920, en réaction à l'apogée de la colonisation chrétienne, et à la disparition du califat ottoman d'Istanbul aboli par Atatürk en 1924. L'association reprend à son compte la dimension politique de l'islam en se substituant à un calife disparu censé l'incarner. Leur slogan « le coran est notre constitution » signifiait que la religion est le fondement de l'ordre social : la solution aux problèmes politiques que connaissent les musulmans réside dans l'instauration d'un Etat islamique qui applique la charia. Dans cette doctrine les partis politiques sont déconsidérés car ils rompent l'unité de la communauté des croyants. Mais le projet nationaliste du colonel Gamal Abdel Nasser vint rapidement en concurrence avec l'islamisme des Frères : le conflit entre ces deux visions s'achève dans le sang en 1954. L'organisation est dissoute, les membres arrêtés ou exilés, et les dirigeants pendus. Elle ne renaîtra qu'au début des années 1970, à la suite de la défaite des armées arabes contre Israël lors de la guerre des six jours.

¹⁰ Gilles Kepel, op. cit. p.31.

¹¹ Christophe Jaffrelot (sous la direction de), Le Pakistan, Fayard, Novembre 2000, p. 400.

L'islam pakistanais est l'héritier des mouvements religieux créés en réaction à la colonisation de l'Inde par l'Empire britannique. Le plus important mouvement de réaffirmation islamique, le parti deobandi, fut fondé en 1867 dans la ville de Deoband, au nord de Dehli. Il avait pour objectif de former des oulémas capables de produire des fatwas (avis juridiques) sur tous les aspects de la vie quotidienne, afin de vérifier leur conformité aux prescriptions de l'islam. Etablies dans tout le Pakistan, les madrasas deobandis ont produit des milliers de fatwas, constituant un référent permettant à leurs adeptes de vivre leur foi dans leur univers de tous les jours. Par l'intermédiaire de ces écoles, les deobandis s'efforcent de faire pression sur le pouvoir pour que leurs conceptions de l'islam s'étendent à la société et passent dans la législation de l'Etat. De cette façon, dès les premières années du Pakistan, les partis religieux se mettent en situation de négocier avec le gouvernement.

3.1.2.2 Le nationalisme pakistanais

Malgré la longue tradition militante des musulmans du sous-continent indien, l'islam n'est pas la seule idéologie à l'origine du Pakistan : le concept de nation y participe aussi. Jinnah « pensait plus le Pakistan en termes de nation fondée sur une communauté culturelle plutôt qu'en termes d'Etat islamique »¹², être musulman était pour lui de l'ordre de l'ethnicité. Jinnah l'exprimait ainsi : « l'hindouisme et l'islam ne sont pas des religions au sens strict du terme, mais deux catégories sociales différentes et distinctes »¹³. Pouvait-il défendre ouvertement une vision laïque du Pakistan ? si l'appartenance à l'islam n'avait été qu'une position identitaire, alors le Pakistan se serait inscrit dans le seul cadre ethnique et linguistique et aurait nié le concept idéologique sur lequel il est bâti. La promotion d'un nationalisme pakistanais laïque paraît alors difficile.

Le nationalisme pakistanais avait dès l'origine un rapport ambigu à l'islam : ses promoteurs voulaient faire du Pakistan « l'Etat des musulmans » de la péninsule indienne et non un « Etat islamique ». Ils souhaitaient rassembler dans un territoire circonscrit les musulmans du sous continent indien sur une base sociologique, pour en faire les citoyens d'une nation moderne aux institutions inspirées du modèle britannique. « La vie politique pakistanaise en dépit de périodes de dictature militaire, puise ses racines dans un système politique séculier, inspiré du modèle anglo-saxon privilégiant la démocratie parlementaire et le respect des libertés individuelles¹⁴ ». Le débat démocratique s'organise aujourd'hui autour de plusieurs dizaines de partis qui s'articulent autour de deux pôles principaux : Le Pakistan People's Party (P.P.P) et le Pakistan Muslim League (P.M.L.).

Mais pour construire un nouvel Etat et souder des populations musulmanes d'origine ethnique, linguistique et culturelle très diverses, il fallait un référent commun : Muhammad Ali Jinnah fit proclamer l'islam, idéologie nationale, mais proposa en parallèle, une base laïque aux liens qui uniraient l'Etat et les citoyens. Les gouvernements qui lui succédèrent vont de la même façon, s'appuyer sur le facteur religieux pour affirmer leur légitimité :

- Pendant la période Ayub Khan, l'Etat s'efforce de construire un islam ouvert et moderniste, une constitution est proclamée en 1962 ;
- Zulfikar Ali Bhutto en dépit de son discours socialiste, réintroduit dans la constitution de 1973 le concept de Pakistan islamique et déclare la minorité Ahmadi apostat ;
- Le général Zia introduit progressivement la charia dans la loi : Hudood Ordinance (châtiments islamiques pour sanctionner la consommation d'alcool, le vol, l'adultère) en 1979, Federal

¹² Le Pakistan, op. cit., p. 240.

¹³ ibid.

¹⁴ J.M. Balencie, A. de La Grange, (sous la direction de), Mondes rebelles, guerres civiles et violences politiques, éditions Michalon, 1999, p.756.

Shariat Court et impôts islamiques (zakât et Ush Ordinance) en 1980, Shariat Ordinance en 1988...

- Nawaz Sharif annonce en 1998 le Sharia Bill¹⁵.

Peu à peu, appareil d'Etat et partis islamiques s'entendent autour d'un concept de nationalisme pakistanais islamique. La politique d'islamisation est volontariste et autoritaire : elle se fait par l'intermédiaire de la Loi, et non par un processus « révolutionnaire ». Le paradoxe est que cet appareil d'Etat chargé de mettre en œuvre l'islamisation, est issu d'une tradition bureaucratique, apolitique et laïque, léguée par les Britanniques.

Constitué sur une base confessionnelle, le Pakistan est tiraillé entre deux identités : Est-il seulement le pays de regroupement des musulmans du sous continent indien et dans ce cas l'islam n'est que le plus petit dénominateur commun des citoyens pakistanais, ou bien, l'islam constitue-t-il l'essence même de l'Etat qui se doit alors d'être un Etat islamique, de la constitution jusqu'à la vie privée des citoyens ?

3.2 L'ISLAM, CIMENT FRAGILE

Contrairement à l'islam iranien ou saoudien relativement monolithique, l'islam pakistanais se distingue par sa diversité.

3.2.1 Une myriade de groupes religieux

Comme ailleurs, la principale ligne de fracture s'établit entre les sunnites et les chiites. Les premiers connaissent des clivages internes relevant de l'idéologie, les seconds se différencient sur le plan sectaire : ils se divisent au Pakistan entre duodécimains et ismaéliens (Nizari ou Bohra).

3.2.1.1 Une majorité sunnite

La majorité des Pakistanais (75 à 85%) se déclarent sunnites¹⁶ et adhèrent pour le plus grand nombre, à l'école juridique des hanafites.

3.2.1.1.1 Les traditionalistes

La plus importante école d'oulémas sunnites au Pakistan est celle des deobandis. Considérant l'islam comme une religion universelle, les deobandis furent les défenseurs d'un nationalisme composite dans lequel musulmans et hindous auraient formé une seule nation. Ils s'opposèrent sans succès au début du siècle à la Ligue musulmane de Muhammad Ali Jinnah. Ils sont représentés par la Jamiyyat-ul Ulama-i Islam (J.U.I), organisation qui milite pour l'établissement de la charia tant pour réguler le droit personnel que le dispositif juridique du pays.

Deux autres mouvements importants luttent pour l'application de la charia dans le pays : les Ahl-i Hadiths¹⁷ wahhabites qui véhiculent les valeurs saoudiennes, et les Barelwis qui cherchent à préserver le soufisme¹⁸, et à diffuser ses thèses centrales (sens cachés des textes sacrés). Au-delà de la religion, cette pratique s'ancre dans l'histoire du pays : présent avant l'islam, le soufisme perpétue des traditions ancestrales, enracinées dans le territoire, et s'oppose ainsi à une déterriorisation de la religion.

¹⁵ cf bibliographie.

¹⁶ Les sunnites se considèrent comme les garants de l'orthodoxie islamique et se distinguent fondamentalement des chiites par leur reconnaissance de la légitimité des quatre premiers califes qui ont succédé au prophète Muhammad.

¹⁷ Partisans des Enseignements du Prophète

¹⁸ Le soufisme correspond à la voie mystique et ésotérique de l'islam et complète la charia.

Les pirs barelwis rayonnent sur les campagnes, et à la faveur de l'exode rurale, influencent la petite bourgeoisie du Pakistan : ils tirent leur richesse des liens qu'ils entretiennent avec les propriétaires terriens et l'administration locale. Dès les années 1940, ils investissent le champ politique, en créant un groupe de pression favorable à la création d'un Etat musulman, puis en 1948, ils créent leur propre parti, l'Association des oulémas du Pakistan (Jamiyyat-ul Ulama-i Pakistan ou J.U.P). A la différence de la J.U.I., qui veut affirmer la solidarité internationale de l'Islam, la J.U.P. est « nationaliste » et a vocation « essentielle de protéger et d'étendre –grâce à un lobbying permanent- le pré-carré des pirs barelwi¹⁹ ».

Tous ces mouvements sont concurrents : les nombreuses confréries soufis veulent endiguer les vagues fondamentalistes (wahhabite) et scolastiques (deobandi) tandis que ces dernières dénoncent le soufisme comme du charlatanisme.

3.2.1.1.2 Les modernistes

En réaction à ces groupes traditionalistes, une autre tendance est apparue dès le XIXeme siècle : refusant la tutelle des oulémas, et s'appuyant sur la présence des britanniques, les modernistes s'efforçaient de cantonner l'islam dans la sphère privée. Ce mouvement a été incarné par les partis nés de l'éclatement de la Ligue musulmane, dont les actuelles Pakistan Muslim League et Pakistan People's Party.

3.2.1.1.3 Les néo-fondamentalistes

Deux mouvements sont représentatifs de ce courant :

- La Jamaat-i Islami est un parti fondamentaliste fondé en 1941, qui prône le retour à la forme originelle de la doctrine islamique. Son fondateur, Abul Ala Mawdoudi, était hostile au projet d'un « Etat des musulmans » qui donnerait le pouvoir à des élites nationalistes et militait à l'origine, pour un Etat islamique à l'échelle de l'Inde toute entière. Le parti de Mawdoudi aura néanmoins une existence légale et participera au système politique pakistanais pour construire l'Etat islamique dont il rêve. La Jamaat-i Islami joua un rôle déterminant dans l'islamisation de l'Etat pakistanais, en particulier sous Zia-ul-Haq (1979-1988).
- La Tablighi Jamaat a pour objectif la réislamisation de la société, et possède une remarquable capacité de mobilisation dans tout le sous-continent indien²⁰. Son fondateur Muhammad Ilyas s'était fixé pour objectif en 1927, de ramener à la foi les musulmans indiens égarés. Pour cela il prônait une imitation littérale et minutieuse de l'exemple du prophète. Dans les années 1960, la Tablighi Jamaat a déplacé son centre opérationnel de Delhi en Inde, à Raiwind, près de Lahore au Pakistan. Elle est tout aussi opposée à l'islam traditionnel des confréries et des mystiques, qu'à la politisation de l'islam mise en œuvre par Mawdoudi, Khomeini et leurs successeurs.

La différence majeure entre ces deux mouvements repose sur le fait que le premier « vise une révolution islamiste par le contrôle des appareils d'Etat (islamisation par le haut)», alors que le second

¹⁹ Marc Yared, Comment les pirs prennent partis, in « Soufisme et islamisme », Les cahiers de l'Orient n°50, 08/1998, p.116.

²⁰ M.Gaborieau, « Renouveau de l'islam ou stratégie politique occulte ? La Tablighi Jamaat dans le sous-continent indien et dans le monde », in Clémentin-Ojha (dir), Renouveau religieux en Asie, Paris, EFEO, 1997.

« défend l'idée d'une islamisation des individus comme préalable nécessaire à l'édification d'un Etat islamique (islamisation par le bas) »²¹.

3.2.1.2 Une minorité chiite

Le Pakistan abrite la deuxième communauté chiite²² du monde : ils représentent 15 à 25% de la population totale et se répartissent entre duodécimains et septimanien.

3.2.1.2.1 Les chiites duodécimains

Le chiisme duodécimain s'implanta en Inde dès le XVI^e siècle réussissant à fonder dans le Deccan des royaumes où l'influence des Safavides d'Iran se faisait sentir. Ce fut cependant dans le nord de l'Inde après la décomposition de l'Empire moghol, que les chiites se constituèrent en puissante minorité.

3.2.1.2.2 Les chiites ismaéliens

L'ismaélisme, ou chiite septimanien, se divise en deux branches les chiites Nizari (ou Khoja) qui appartiennent à une communauté moderne, bénéficiant d'un niveau d'éducation élevé - le fondateur du Pakistan Jinnah était un Khoja- et les chiites Mustali (ou Bohra).

3.2.1.3 Les minorités non musulmanes

En 1947, les minorités non musulmanes ont pu s'exprimer lors du débat constitutionnel : elles formaient alors 15% de la population totale du pays, et étaient représentées à l'Assemblée constituante par 15 sièges sur 68 par le biais des électors séparés. Depuis la sécession du Bangladesh, ces minorités²³ sont réduites à une proportion de 3% de la population totale²⁴. Deux d'entre elles sont devenues des boucs émissaires pour les partisans d'un Etat islamique : ce sont les Chrétiens et les Ahmadiyya (ou Ahmadi).

3.2.1.3.1 Les Chrétiens

Un rapport²⁵ établi sur l'initiative de la fédération protestante de France, de la commission Justice et Paix de l'Eglise catholique et de l'ACAT (Action des chrétiens contre la torture) dénonce les persécutions dont sont victimes cette minorité évaluée à 1 300 000 personnes²⁶. L'action du Jamaat-i Islami y est particulièrement dénoncée.

²¹ Le Pakistan, op. cit., p. 380.

²² Le fondement de la doctrine chiite repose sur sa vision particulière du concept d'imam et d'imamat : le chef politique légitime de la communauté doit être un descendant du prophète, alors que chez les sunnites, le calife peut avoir une origine plus large. Les chiites considèrent donc, qu'après la mort du prophète, la direction de la communauté revenait à Ali son cousin et gendre. Ils ne reconnaissent pas comme légitimes les trois califes qui précédèrent Ali. Le groupe le plus important des chiites est celui des duodécimains, appelés ainsi car ils fixent à douze le nombre de leurs imams, alors que les ismaéliens sont appelés septimanien car ils ne reconnaissent que sept imams.

²³ Tels les zhikri, ahmadis, chrétiens, parsis, hindous et sikhs.

²⁴ « Pakistan 148 166 000 habitants, Musulmans 97%, Chrétiens et Hindous 1,56%, autres minorités 1,51% » in Le Monde du mercredi 14 février 2001, p.2.

²⁵ ibid.

²⁶ source Quid 2001

3.2.1.3.2 Les Ahmadiyya

Créée en 1889 au Pendjab, ce courant sectaire diffère de la pensée islamique orthodoxe, car issue d'un rameau qui s'était détaché du sunnisme à la fin du XIXe siècle sous l'impulsion de Mirza Ghulam Ahmad. Dès l'origine en butte aux théologiens sunnites orthodoxes, les Ahmadiyya devaient être déclarés non musulmans par le parlement pakistanais en 1973.

L'islam pakistanais se caractérise donc par un grand nombre de courants religieux, souvent concurrents, toujours antagonistes. Le paysage politique reflète cette diversité. Une constante, les minorités ont du mal à y faire entendre leurs différences.

3.2.2 Les relations entre groupes religieux et leurs rapports à l'Etat

Les divisions sont propices au conflit : Si les sunnites ne présentent pas un front uni, les clivages qui les opposent sont surtout d'ordre doctrinal, et ne débouchent pas sur des affrontements violents entre eux. Par contre, ils s'efforcent d'éliminer les « infidèles » chrétiens, les « hérétiques » ahmadis, et les « schismatiques » chiïtes.

3.2.2.1 Les mouvements anti-ahmadis de 1953, 1974 et 1984

Le mouvement anti-ahmadi des années 1950 fut initié par un groupe islamique de tendance socialiste, les Ahrars, qui demandait sans succès que les Ahmadiyya soient déclarés minorité non musulmane. Ce mouvement témoignait de l'hostilité des groupes sunnites, mais aussi chiïtes, du Pakistan envers les minorités religieuses.

Reléguée au second plan pendant les périodes de régimes militaires, la question ahmadie refit surface durant le gouvernement de Zulfikar Ali Bhutto (1971-1977). Les émeutes de 1974 contraignirent alors le Premier ministre à déclarer cette communauté non musulmane par un amendement à la constitution.

Zia-ul-Haq prit à son tour des mesures contre les Ahmadiyya en 1984 : il promulgua une ordonnance dans le code pénal, interdisant à ces derniers de se dire musulmans, de prêcher leur foi, d'utiliser la terminologie islamique et de pratiquer les rites musulmans.

Depuis l'introduction de ces lois discriminatoires, les Ahmadiyya font régulièrement l'objet de persécutions au Pakistan.

3.2.2.2 Les affrontements entre sunnites et chiïtes

Renversant par un coup d'Etat le Premier ministre Ali Bhutto en juillet 1977, Zia-ul-Haq fit de l'application de la charia la priorité idéologique de ses onze ans de dictature. Mais cette politique d'islamisation a eu pour effet de creuser le fossé entre sunnites et chiïtes, et d'accroître le nombre de madrasas.

- Si l'opposition entre ces deux courants dure depuis un millénaire pour des motifs de doctrine, il s'y ajoute dans le sous-continent indien, des raisons d'ordre socio-économique. Dès le début du XXe siècle, des affrontements de plus en plus violents eurent lieu entre sunnites et chiïtes, car leur importance relative dans la société indienne s'inversait : d'une part, déclin et appauvrissement de l'aristocratie chiïte, d'autre part, prospérité des sunnites ; les britanniques en facilitant la séparation des deux sectes pour des motifs de stabilité intérieure, politisèrent le conflit.
- Les réformes conduites par Zia vont ranimer ce différend : en tentant sans succès d'imposer aux chiïtes le paiement obligatoire de la zakât (aumône canonique), il déclenche de violentes manifestations chiïtes en 1979-1980, puis provoque en capitulant, le mécontentement de l'armée

et des islamistes sunnites. Le conflit sectaire²⁷ entre sunnites et chiites fait plusieurs centaines de morts et des milliers de blessés dans les années 1980.

- Le gouvernement désireux, tant de contenir la mobilisation chiite, que de restreindre l'influence de l'Iran au Pakistan, s'efforce alors de renforcer les institutions sunnites et provoque un essor spectaculaire des madrasas qui vont obtenir une reconnaissance officielle dans le système éducatif pakistanais. En finançant à partir de 1979 les écoles religieuses avec l'argent de la zakât, le général aussi accroît son pouvoir vis à vis des oulémas, et des principaux mouvements de l'islam pakistanaise (Deobandi, Barelwi, chiites duodécimains...).

Le discours islamiste est utilisé par le gouvernement pour asseoir sa légitimité : dans ce contexte le clivage sunnite-chiite, ou la répression des minorités, sont instrumentalisés pour servir l'appareil d'Etat.

3.2.2.3 L'explosion de la violence sectaire

Les partis religieux se nourrissent de leur confrontation à l'Etat : la récupération étatique va entraîner une radicalisation de leurs actions. L'ampleur des violences va croître au cours des années 1990 et « l'Etat (pakistanais) éprouve(ra) de véritables difficultés à contrôler les organisations sectaires car celles-ci opèrent au nom de l'islam²⁸ ».

L'appui financier des pays du golfe accroît ce phénomène, chaque groupe sunnite cherchant à surenchérir dans la violence pour obtenir la part des fonds la plus importante. Parallèlement la guerre d'Afghanistan a produit des réseaux criminels vivant de la drogue et du commerce des armes. Des liens se sont établis entre les organisations sectaires et ces trafiquants : les uns utilisent la violence à des fins criminelles, les autres profitent de l'argent et de la formation militaire acquise pour perpétrer des actes terroristes. Ni la police, ni l'armée, ni les services secrets n'ont su endiguer cette violence. Le voulaient-ils vraiment ? Les partis politiques (P.P.P., P.M.L.) appuient –au moins tacitement- les organisations sectaires, électorat potentiel, et les troubles mettent en valeur l'armée, dernier recours contre la violence ou la corruption...

Le développement économique, le changement de statut social de certains secteurs de la classe moyenne, se traduisant par une paupérisation ou un enrichissement soudain et spectaculaire –en particulier celui des travailleurs émigrés en Arabie Saoudite-, furent aussi la cause de l'accroissement des violences sectaires. Les travailleurs rentrés du Golfe persique dans les années 1980, étaient issus de zones rurales pauvres, mais se sont installés à leur retour dans des zones urbaines, modifiant le paysage socio-économique des villes.

Au Pakistan, « ce ne sont pas des religions qui se combattent, indifférentes aux lieux et aux ethnies, mais bien au contraire des ethnies territorialisées qui utilisent la religion, comme composante différenciatrice et sacrée dans le cadre de leurs conflits²⁹ ». La violence combine alors plusieurs dimensions, et cache aussi des enjeux économiques, sociaux et politiques.

²⁷ « le sectarisme désigne dans le contexte pakistanais, la conviction qu'un fidèle d'une tradition que les membres d'une autre secte doivent être convertis par la force ou éliminés » in Jaffrelot C. (sous la direction de), Le Pakistan carrefour de tensions régionales, Complexe, CERI, Paris, 1999, p.115.

²⁸ Le Pakistan, op. cit. p. 396.

²⁹ A. Chauprade, Introduction à l'analyse géopolitique, ellipses, Paris, 1999, p.172.

3.3 VERS UN ETAT ISLAMIQUE ?

Les violences sectaires traduisent un désarroi idéologique qui pousse tant l'Etat que les partis islamiques à vouloir constamment réaffirmer le caractère islamique du Pakistan.

3.3.1 Un pouvoir jacobin

En 1947 Jinnah renonce à ses responsabilités au sein de la Ligue musulmane, pour se situer au-dessus des partis, et occuper les fonctions de Gouverneur général. Un de ses premiers gestes consiste à démettre le gouvernement de la Province Frontière du Nord-Ouest, signe des rapports tendus qui allaient s'instituer entre le centre et la périphérie. Par la suite aucune des Constitutions pakistanaises ne sera vraiment respectueuse du fédéralisme : celles de 1956 et de 1962 confèrent au gouvernement central le soin de répartir l'essentiel des ressources budgétaires, et permettent au Président de s'opposer par veto aux lois votées par les assemblées provinciales ; celle de 1973 assure certes davantage de représentations aux provinces, mais les lois votées régionalement peuvent être annulées par le parlement fédéral. Ce centralisme a pour objectif de gommer les identités régionales dans un pays qui se veut avant tout musulman : il ne contribue pas au renforcement d'un Etat nation, et au contraire exacerbe les régionalismes.

3.3.2 Une démocratie introuvable

Dès sa naissance, le Pakistan est dominé par deux groupes ethniques : les Mohadjirs³⁰ et les Pendjabis. La concurrence des différentes communautés pour la domination de l'Etat, sera dès lors un invariant, mais l'hégémonie des Pendjabis, par ailleurs réticents aux développements d'un système reposant sur la loi du nombre en raison de leur faiblesse démographique, ne sera pas remise en cause. Cette position dominante sera consacrée par les Constitutions successives qui font peu de place aux partis politiques mais reposent sur l'élection au suffrage indirecte de notables locaux surtout chargés de relayer la bureaucratie centrale.

Par ailleurs, si le pays dispose dès 1956 d'une constitution combinant les principes parlementaires et présidentiels, les partis politiques susceptibles de la faire vivre n'existent pas, minés par les différends qui déstructurent le tissu social. Il découle de cette situation une instabilité structurelle des gouvernements, qui aboutira à la sécession du Bangladesh en 1971 : « La cristallisation du séparatisme bengali est largement due à la centralisation politique et au refus des élites dirigeantes –et d'abord des Pendjabis- de partager le pouvoir³¹ ».

3.3.3 La crise politique interne

Depuis l'indépendance le Pakistan a connu trois constitutions et quatre coups d'Etat militaires. Cette alternance de régimes civils et militaires se succède à un rythme quasi décennal sans améliorer de façon significative la situation économique et politique (situation intérieure confuse, posture internationale préoccupante). « L'assemblée ne sert qu'à promouvoir des intérêts locaux, voir personnel, et n'est plus qu'une chambre d'enregistrement qui ratifie sans véritable débat des mesures adoptées par voie d'ordonnance présidentielle³² ». L'agitation de rue est alors un moyen plus efficace que le débat parlementaire pour renverser un gouvernement :

³⁰ En 1947, cent mille Bihari parlant ourdou optent pour le Pakistan oriental, et un million de musulmans de l'Uttar Pradesh et du Gujarat migrent au Pakistan occidental.

³¹ Jaffrelot C. « Tensions ethniques et conflits régionaux » in Le Pakistan carrefour de tensions régionales, Jaffrelot C. (sous la direction de), Complexe, CERI, Paris, 1999, p.14.

³² RAMSES 99, p. 89

- La participation électorale qui est passée de 64% en 1970, à 35% en 1997, illustre le peu d'intérêt pour les partis politiques : les deux partis historiques, le « Parti du peuple pakistanais » et la « Ligue musulmane » sont décrédibilisés ; seuls les partis ethniques patchoues et baloutches sont représentatifs d'un électorat.
- Les partis religieux traditionnels – Jamaat-i islami (J.I.), Jamiat-i uluma-i Pakistan (J.U.P.) et Jamiat-i uluma-i Islam (J.U.I.) - n'ont pas de base électorale importante mais parviennent à mobiliser des foules considérables pour des manifestations de rue.

Face à un phénomène de confiscation du pouvoir (centralisme politique, hégémonie pendjabi), la violence religieuse apparaît comme un moyen d'expression, mais pas encore, comme la prémisse à l'instauration d'un Etat islamique : « Au Pakistan l'islamisation sert à associer bourgeoisie pieuse, et intellectuels islamiques, à un système où les élites dirigeantes représentées par la hiérarchie militaire, restaient en place, et à dissuader les masses populaires de toute révolte au nom d'Allah »³³.

3.4 CONCLUSION : UN EQUILIBRE FRAGILE.

L'édification du Pakistan ne pouvait se faire qu'au détriment de l'Inde, et nécessitait des symboles capables de rallier les populations : l'islam fut l'alibi, la partition de 1947 le moyen, le Pendjab le socle...la volonté britannique fit le reste.

Le Pakistan offre un modèle original de république islamique, élaborée selon des principes démocratiques. Les gouvernements qui se sont succédés depuis l'indépendance, semblent gérer l'apparente contradiction qui existe entre nationalisme et idéologie islamique. Pour autant, il apparaît de façon certaine que la religion ne constitue pas le ciment escompté : Les difficultés rencontrées par le Pakistan pour assumer sa diversité, confinent les gouvernants dans un autoritarisme qui ne laisse guère d'espace aux différentes communautés (religieuses, ethniques, linguistiques...). Il en découle des violences sectaires, qui cachent, outre des oppositions doctrinales, des problèmes économiques, sociaux et politiques. Ces violences n'ont pas encore pour objectif de mettre en place un Etat islamiste, mais traduisent un désarroi idéologique qui pousse tant l'Etat que les partis religieux à vouloir constamment réaffirmer le caractère islamique du Pakistan au détriment de ses minorités.

4. SECONDE PARTIE : LIGNES CONTINUES DE LA POLITIQUE INTERIEURE

Le « Pays des purs » est-il une illusion ? si l'islam ne rend compte que très partiellement de son identité, existent-ils d'autres éléments pour justifier ce territoire (cohérence géographique, continuité historique...)?

Afin de se redonner un espace de manœuvre, les Pakistanais « utilisent la religion comme composante différenciatrice et sacrée dans le cadre de leurs conflits »³⁴ « La montée des organisations sectaires a donc répondu à la recherche chez toute une catégorie d'individus (migrants mais aussi non migrants) d'une identité religieuse... »³⁵. Pour répondre à ces attentes, les gouvernants doivent faire appel à tout un imaginaire collectif.

4.1 UNE GEOGRAPHIE CONTRASTEE

« Tel qu'il se présente de nos jours, depuis que le Bangladesh a affirmé sa personnalité gangétique et islamo-bengali, le Pakistan apparaît, au premier regard, comme le vaste bassin de l'Indus accompagné

³³ Gilles Kepel, op. cit. p. 95

³⁴ Aymeric Chauprade, Introduction à l'analyse géopolitique, Ellipses, Août 1999, p.172.

³⁵ Le Pakistan, op. cit. p.398.

des montagnes et plateaux qui lui donnent ses cours d'eau tout en le bordant³⁶ » ; Cette vision idyllique recouvre-t-elle la réalité³⁷ ?

- Les provinces du Pendjab et du Sind, situées à l'est du fleuve Indus, appartiennent au monde indien sédentaire et cultivateur des plaines. Sindhis, Pendjabis et Mohadjirs - ceux qui sont venus de l'Inde en 1947 - parlent l'ourdou, la langue des musulmans du nord de l'Inde imposée dans un but d'unification comme langue nationale du Pakistan. Les deux derniers groupes ont souhaité la création du Pakistan parce qu'ils se sentaient en minorité dans leur région d'origine en Inde.
- Les deux provinces de l'ouest³⁸ appartiennent plutôt au monde perse et possèdent avec l'Afghanistan et l'Iran des frontières artificielles issues seulement des limites de l'Empire britannique. Leurs populations –les ethnies pachtounes (appelées « pathans » au Pakistan) et baloutches- sont établies des deux côtés des frontières. Elles sont en grande partie nomades ou semi nomades, c'est à dire contrebandières et guerrières, avec « des seigneurs de guerre » opposés par définition à tout pouvoir central. Elles s'identifient par ses clans, ses tribus, ses confédérations de tribus. En 1947, ses musulmans n'étaient pas favorables à la création du Pakistan, voyant dans les Pendjabis –alors en majorité dans la nouvelle administration, et toujours majoritaires dans l'armée- d'autres maîtres coloniaux succédant aux Britanniques. Il a fallu un référendum pour que la Province de la Frontière du Nord Ouest accède au Pakistan en 1947. Quant à la partie du Baloutchistan (le Khanat de Khalat et les principautés de Makran, Las Bela et Kharan), elle lui a été rattachée de force en 1948 et en 1955. Pour mémoire, la population de l'ancienne province orientale du Pakistan, le Bengale oriental, a suivi une démarche de méfiance identique jusqu'à son indépendance en 1971.
- Le « Cachemire libre », ou Azad-Kashmir, ne fait pas partie de la fédération pakistanaise : il a aussi son assemblée et son gouvernement, mais il a localement un statut d'Etat indépendant dont certaines fonctions, dont la défense, sont assurées par le gouvernement d'Islamabad. En 1949, le Cachemire a été divisé en deux : entre d'une part un Cachemire indien (Jammu-et-Kashmir) qui regroupe six millions d'habitants dont la majorité est musulmane, et d'autre part un Cachemire pakistanaise (Azad-Kashmir) au nord avec trois millions d'habitants.

Le Pakistan est une construction complexe : les forces qui s'exercent en son sein dépassent largement son cadre géographique : les Baloutches regardent vers les plateaux iraniens, les Pathans vers les montagnes de l'Afghanistan, les Sindhis vers la péninsule arabique. Seule peut-être, l'histoire dégage une cohérence d'ensemble : des civilisations de Harrapa et Mohenjo Daro, des invasions aryennes, des influences des Empires achéménide, séleucide et parthe... aux conquêtes turco-mongoles, la vallée de l'Indus s'est enrichie au fil des époques, et a fait sienne de toutes ces cultures. L'élite pakistanaise se réclame toujours d'ascendances liées à ces migrations (Rajpoutes pour les Bhutto, Perses pour les Afchar...) qui structurent l'inconscient de la nation pakistanaise.

4.2 UN KALEIDOSCOPE D'IDENTITE

Abandonnons la grille de lecture géographique, et focalisons-nous sur les caractères de l'identité pakistanaise.

³⁶ P. Lafrance, « Et pourtant le Pakistan existe... », in Le Pakistan carrefour de tensions régionales, Jaffrelot C. (sous la direction de), Complexe, CERI, Paris, 1999, p.119.

³⁷ cf carte 2.

³⁸ Le Pakistan (148 millions d'habitants) couvre 796095 km² : le Baloutchistan (7 millions d'habitants) occupe 347190 km², et la Province Frontière du Nord Ouest (18 millions d'habitants) 74521 km², dans laquelle s'encastrent 27220 km² de zones tribales (3 millions d'habitants) sous administration fédérale.

4.2.1 La langue, facteur d'intégration ou de domination ?

Pour faire face aux tensions internes et souder la nation, l'ourdou fut promu langue unificatrice et vecteur nationaliste. Dérivé du sanscrit, auquel s'est agrégé un important vocabulaire arabe, turc et persan, l'ourdou est un idiome composite des conquérants musulmans du sous-continent indien. Il fut déclaré langue officielle du Pakistan en 1952, et symbolise l'identité politique du nationalisme pakistanais, dans son opposition à l'Inde qui adopta le hindi. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Le Pakistan est un Etat multilinguistique dans lequel l'anglais est la langue officielle, l'ourdou la langue nationale, et où sont utilisés plus de cinquante autres langues ou dialectes³⁹. Compte tenu de la faible implantation de l'ourdou (8% de la population), il semble que l'implant culturel n'ait pas pris, et que la langue reste le marqueur de l'identité ethnique. Les populations veulent-elles (ou peuvent-elles) s'intégrer davantage dans la fédération pakistanaise ?

Au-delà des particularismes régionaux, la question linguistique a aussi des enjeux d'ordre politique et social : « L'anglais est associé aux classes moyennes supérieures, l'ourdou aux classes moyennes inférieures, les langues vernaculaires appartiennent en propre aux paysans, aux travailleurs non qualifiés, et à la classe ouvrière en général⁴⁰ ». L'anglais est le moyen d'expression des élites, l'ourdou le vecteur islamique et nationaliste, les langues vernaculaires reflètent l'identité et les diversités ethniques.

Facteur de répartition du pouvoir, la langue permet aux élites pakistanaises de se maintenir en place : en effet le système scolaire ne favorise pas l'émergence des classes moyennes et ouvrières, car l'accès à un enseignement de l'anglais est très coûteux. Mais la déliquescence étatique encourage aussi la prolifération de madrasas - où l'enseignement et la pension sont gratuits- donc favorise l'accès à une éducation islamiste qui pourrait remettre en cause l'ordre établi.

4.2.2 Ethnies, castes et tribus...et communautés

Les diversités religieuses, géographiques et linguistiques, sont la réalité du Pakistan. Quid des relations inter communautaires ? Des caractéristiques peuvent être dégagées :

- Permanence et continuité de la hiérarchisation sociale : les communautés se trouvent en quelques sortes prisonnières de leur rang ; « dans l'ensemble les biens fonciers et autres moyens de production sont restés aux mains de gens de même rang social⁴¹ », d'où un caractère corporatiste des activités.
- Importance primordiale attachée aux liens de sang : l'idée de famille élargie est très présente au sein de toutes les ethnies composant le Pakistan, où l'on se réclame volontiers d'un même ancêtre commun. Seuls les laissés-pour-compte de la société et les Mohadjirs venus d'Inde sont affranchies des liens de sang.
- Existence de multiples réseaux de solidarité ethniques et linguistiques entre tribus, castes et citadins, mais apparition de solidarité religieuse uniquement au sein des minorités.

Le tissu social se découpe entre :

³⁹ Répartition des langues usuelles d'après le recensement de 1981 : locuteurs anglais (19.5%), Pendjabi (48%) Pachtou (13%), Sindi (12%), Seraïki (10%), Ourdou (8%), Baloutche (3%), Hindko (2%), Brahui (1%), autres (3%) in Le Pakistan op. cit. p.424.

⁴⁰ Le Pakistan op. cit. p.433.

⁴¹ Le Pakistan, op. cit. p.328.

- l'espace tribal : « l'impact de l'islamisme politique, dur et combatif, se fait sentir surtout dans les zones tribales et reculées, qui ont toujours été et demeurent turbulentes⁴² ». Les tribus y sont principalement baloutches et pathanes.
 - Les compositions ethniques ne sont pas homogènes : si dans la Province Frontière du Nord - Ouest les Pathans forme la grosse majorité de la population, au Balouchistan au contraire la population apparaît hétérogène : Pathans au nord, Baloutches ailleurs sans compter une minorité de Brahousis.
 - Mosaïque de clans divers, le Baloutchistan est un monde de chefs où éclôt rivalités et toutes formes de conflits de puissance⁴³; Les querelles inter tribales mobilisent toujours l'attention des gouvernements provinciaux et fédéraux.
 - La tribu pathane est socialement moins homogène que celle des Baloutches : les relations y sont réglées par un système complexe de pouvoir et par un mode de vie codifié par la tradition.
- les hautes montagnes septentrionales : Nœud de communication entre l'Afghanistan, le Tadjikistan, la Chine et l'Inde, cet espace joue un rôle non négligeable et s'est structuré autour d'ensembles sociaux se voulant tous indépendants (les Kalash, les Koh, les Kohistani, les Hunza, les Balti, les Cachemiris...).
- le monde du Pendjab et du Sind : dans cet espace, seigneurs (Rajpout) et propriétaires fonciers (Jat) forment la classe dirigeante. Mais les inégalités sont grandes dans la répartition des terres.
- les villes : Tous les groupes ethniques ou tribaux s'y côtoient sans pour autant s'y fondre. Mais les grands investisseurs sont soit des Mohadjirs, soit des familles d'ascendance terrienne venues des mondes jats, rajpouts, baloutches et pathans.
- les communautés : ni ethnique, ni tribu, ni caste, elles synthétisent l'allégeance héréditaire et les contraintes de la vie de tous les jours. Elles génèrent des solidarités qui permettent de faire face à la pauvreté. Elles se structurent au travers d'un ensemble de réseaux dont le but est soit de répartir les richesses selon un degré d'acceptable équité, soit de reproduire les structures existantes à leurs bénéficiaires. Cette situation encourage un clientélisme peu propice à l'émergence de partis politiques puissants.

En dépit de la modernisation de la société, la concordance entre statut et condition sociale reste donc globalement la règle, et la société pakistanaise reste remarquablement pyramidale : « La clef de voûte de l'édifice social semble être la propriété des champs cultivables⁴⁴ ». Dans ce contexte quelques familles, ou communautés, détiennent l'essentiel des richesses. La société peut donc se diviser en trois groupes :

- Les propriétaires terriens du Sind et du Pendjab forment le groupe le plus puissant. Pratiquement tous les politiciens sont issus de ces « féodaux », mais la plupart d'entre eux, font de la politique sans aucune idéologie, en « achetant » leur place de candidat au parti qui leur semble assuré du succès. Ils rejoignent alors indifféremment les deux seuls grands partis nationaux P.P.P. ou P.M.L.

⁴² A. Lamballe, « Islamabad – Peshawar - Quetta : un triangle conflictuel au sein du Pakistan », in Guerres mondiales et conflits contemporains, Revue d'histoire, PUF, Quarante-neuvième année – n°195- septembre 1999 p 173.

⁴³ Le désir d'autonomie, voir d'indépendance, de propriétaires qui rêvaient d'un grand Balouchistan incluant même des territoires iraniens et afghans, nécessitèrent plusieurs interventions militaires en 1958, de 1962 à 1966, et de 1973 à 1976 qui se terminèrent sans réelle soumission des rebelles.

⁴⁴ Le Pakistan, op. cit. p.358.

- Les industriels et les commerçants forment un deuxième groupe social important. Beaucoup appartiennent à de grandes familles musulmanes originaires du Pendjab et du Goudjarat qui ont rejoint le Pakistan après 1947. Traditionnellement ce groupe ne se mêle pas de politique.
- Le dernier groupe social est celui des militaires et des fonctionnaires. Souvent d'origine pendjabi, ils semblent posséder un sens de l'Etat et de la Nation très développé : Quels que soient les gouvernements, les fonctionnaires font tourner tant bien que mal le pays, et les militaires prennent le pouvoir chaque fois que les gouvernants conduisent celui-ci au bord du chaos.

Nous allons plus particulièrement étudier ce dernier groupe.

4.3 L'ARMEE COLONNE VERTEBRALE DE LA NATION

« L'armée constituait un ciment pour unir les parties constituantes du pays, notamment les deux ailes occidentales et orientales (jusqu'à la naissance du Bangladesh en 1971) mais aussi les provinces de l'actuel Pakistan. Enfin la guerre en Afghanistan conduite à partir de 1979 par les moudjahidines contre les occupants soviétiques a donné aux militaires pakistanais une importance démesurée⁴⁵ ». Cette prééminence des forces armées et des services secrets (Inter-services Intelligence ou I.S.I.) a longtemps été tacitement acceptée par la majorité de la population, profondément marquée par la double partition de 1947 et 1971, par la confrontation permanente avec l'Inde, et une situation politique que les civils n'arrivent pas à stabiliser⁴⁶.

4.3.1 La place des militaires

Se présentant comme les seuls garants de l'indépendance et de la stabilité nationale, les militaires ont exercé le pouvoir dès 1958, et l'ont rendu aux civils à la mort du général Zia ul-Haq en 1988. Mais entre temps le pays avait passé seize années sous la loi martiale et l'armée était devenue incontournable :

- importance historique du budget militaire : « En général, les dépenses militaires s'élevaient environ au tiers du budget de l'Etat. Entre 1948 et 1959, elles représentaient en fait 60% ; en 1999, elles dépassaient encore les 30%⁴⁷ ». L'armée est une force considérable qui a doublé ses effectifs en vingt ans. Les dépenses de défense constituent régulièrement 6 à 7% du produit intérieur brut du Pakistan (un pourcentage deux fois plus élevé qu'en Inde) ;
- influence sur la politique générale : Les généraux en retraite occupent des fonctions politiques officielles - ministres, gouverneurs de province, ambassadeurs, fonctionnaires...- ou créent des partis politiques ;
- rôle d'arbitre dans la vie politique : Dans les situations de crise- telles les révoltes tribales du Baloutchistan dans les années 1970, les heurts entre Mohadjirs et Sindhis dans les années 1990, ...- ou simplement pour maintenir l'ordre public lors des différentes élections, les forces régulières prennent les choses en main ;
- participation à l'élaboration et à la conduite de la politique étrangère : les groupes de militants islamistes extrémistes, qui intervenaient en Afghanistan, ou dans la partie du Cachemire administrée par l'Inde étaient contrôlés par l'armée ;

⁴⁵ Alain Lamballe « Armée et politique au Pakistan » in Défense Nationale, mars 2001, p.101.

⁴⁶ Le gouvernement passe des mains du Pakistan's People Parti de B. Bhutto aux mains du Pakistan's Muslim League de Nawaz Sharif tous les deux ou trois ans et le pays est en permanence secoué par des conflits ethniques (Sindhis contre Mohadjirs) ou religieux (Musulmans contre Chrétiens, sunnites contre chiites) sanglants.

⁴⁷ « Armée et politique au Pakistan » op. cit. p.102.

- influence dans la vie économique : les militaires ont assuré très souvent la présidence de grands groupes nationalisés ou privés, et les forces armées disposent en propre d'industries dans les domaines les plus divers : fabriques de coton, meuneries, raffineries de sucre, compagnies de fret, banques, flotte de transports, hôpitaux...

Et lorsque l'armée ne pouvait faire entendre sa voix, elle avait toujours la possibilité d'intervenir par le biais des services de renseignement.

4.3.2 Les services de renseignement

L'Inter-services Intelligence recueille et exploite les renseignements politiques, économiques et militaires à l'extérieur des frontières : parfaitement informés sur les régions frontalières notamment en Afghanistan et en Inde, les services de renseignement pakistanais étaient à même indépendamment du gouvernement de conduire leur propre politique, ce qu'ils ont fait à l'égard des talibans et des sécessionnistes cachemiris. Ainsi l'I.S.I. a joué un rôle déterminant lors de la guerre contre les Soviétiques en Afghanistan : chargé de la distribution des armes et de l'argent occidentaux aux moudjahidines, il a pu encourager les éléments les plus favorables au Pakistan. De la même façon, les services de renseignement ne sont pas étrangers à la progression du trafic de drogue⁴⁸ car « ils cherchent parfois à l'insu des instances gouvernementales, à contrôler les trafiquants tout en se procurant des ressources financières⁴⁹ ».

En outre sur le territoire national, les services de renseignement militaires, décentralisés au niveau de chaque armée, sont parfaitement informés sur les subversions internes qui déchirent les provinces. L'armée est donc omniprésente : ses sentiments à l'égard du fondamentalisme musulman méritent alors d'être abordés.

En terre d'islam, religion et pouvoir entretiennent des relations étroites puisqu'ils sont en théorie indissociable. Dès lors une question se pose : l'armée se servira-t-elle de la religion pour promouvoir le nationalisme, ou l'utilisera-t-elle pour renforcer l'islamisme ? De l'ambiguïté de la situation pakistanaise naît des incertitudes.

Recrutant de plus en plus dans les classes moyennes, le corps des officiers s'est diversifié : au modernisme de certains s'oppose l'intolérance d'autres. Les changements économiques et sociaux seront déterminants pour l'évolution de la situation.

4.4 LES ASPECTS EVOLUTIFS DE LA GEOPOLITIQUE INTERNE

La pression démographique s'est accrue au fil des années mais frappe aujourd'hui une économie essoufflée. Nous ne ferons qu'évoquer ces deux aspects.

4.4.1 L'inquiétude démographique

Avec 146 millions d'habitants aujourd'hui, et 224 millions⁵⁰ dans vingt cinq ans, le Pakistan constitue une bombe démographique :

- la jeunesse de la population (43% a moins de quinze ans) induit une lourde charge économique et financière.
- le manque de formation engendre une explosion de sous-emploi et de désœuvrement ; l'analphabétisme frappait 70% de la population en 1997⁵¹.

⁴⁸ Le pavot est une culture traditionnelle dans les zones tribales de la Province Frontière du Nord Ouest, qui s'est développée à la faveur de la guerre d'Afghanistan.

⁴⁹ « Islamabad – Peshawar - Quetta : un triangle conflictuel au sein du Pakistan », op. cit. p.173.

⁵⁰ source Quid 2001 p.1168.

- l'ampleur de l'accroissement de la population active (+3% l'an) entraîne une urbanisation non maîtrisée, du chômage et du malaise sociale.

Face à une telle demande, les ressources économiques du pays paraissent très maigres.

4.4.2 Une économie sinistrée

La globalisation financière s'accorde mal des vicissitudes du Pakistan :

- déficit d'image : les essais nucléaires (1998), la guerre de Kargil (1999), le détournement de l'avion des Indian Airlines par des militants islamistes (1999) n'encouragent pas les investisseurs à choisir le Pakistan, et provoquent des sanctions économiques à son encontre.
- dette extérieure importante et réserves en devises faibles : le service de la dette représente 61% des revenus de l'Etat (contre 48% en 1994) ; L'assainissement des finances publiques tarde, ce qui rend délicat les négociations avec le F.M.I. et la banque mondiale.
- perte de revenus : la hausse de la contrebande entraîne un manque à gagner pour le trésor public (3 à 5 milliards de dollars par an) ; l'évasion fiscale est évaluée à 2 milliards de dollars par an, la corruption coûte entre 2.5 et 5 milliards de dollars par an.

Quels que soient ses atouts, l'avenir économique du Pakistan est incertain.

4.5 CONCLUSION : PREEMINENCE DU FAIT RELIGIEUX MAIS IMPORTANCE DU FAIT IDENTITAIRE

Le Pakistan se trouve à la frontière de deux mondes : l'espace iranien⁵² et l'ensemble indien⁵³. Cette juxtaposition de culture engendre des différences, et désorganise la société pakistanaise. Ni la religion, ni l'imposition de l'ourdou n'ont suffi pour créer une nation. La vie politique agitée de cet Etat depuis son indépendance, porte la marque de ses tensions internes (sept premiers ministres entre 1947 et 1957, trois constitutions, des coups d'Etat militaires, la loi martiale, des régimes d'exception...).

Trois forces s'affrontent : « l'armée, la mouvance islamique conduite par les oulémas, et les partis démocratiques, autorisés ou non selon les circonstances, et eux-mêmes violemment divisés⁵⁴ ».

- La logique politique interne repose sur l'ethnie pendjabi dont les forces armées sont le bras séculier ;
- Les références à l'Etat islamique fonctionnent comme un discours nationaliste : l'Etat s'approprie le discours islamiste pour accroître sa légitimité et contenir les mouvements religieux ;
- L'obsession de la menace indienne, occulte les enjeux économiques et sociaux du débat politique et encourage les autorités pakistanaises à adopter un centralisme fort.

Bien que l'armée reste la colonne vertébrale de la nation, la montée du malaise sociale, la carence du système éducatif d'Etat et la prolifération d'école religieuse - qui offrent structures sociales, nourritures, toit mais aussi entraînement militaire - qui en découle, font courir le risque au Pakistan d'une « talibanisation ». « La plupart des quelques six mille à huit mille militants pakistanaïses qui ont rejoint les talibans dans leur offensive militaire de juillet 1999 étaient non des Pachtounes, mais des Pendjabis et des Sindhis⁵⁵ ». L'islamisation de la société risque d'être pour une grande partie de la population le seul moyen de promotion sociale.

⁵¹ ibid

⁵² cf carte 4.

⁵³ cf carte 5.

⁵⁴ Dictionnaire de géopolitique, op. cit. p.1179.

⁵⁵ Rashid A., « Les talibans au cœur de la déstabilisation régionale » in Le Monde Diplomatique, novembre 1999.

Le Pakistan est d'abord un concept idéologique : c'est l'Etat des musulmans du sous-continent indien. Il a donc vocation à défendre et à représenter tous les musulmans de la région. Quid alors de

ses limites territoriales ? « Le problème fondamental que pose l'Islam du point de vue géopolitique est donc bien celui du territoire et de la souveraineté, si l'on définit la géopolitique, d'après le professeur Yves Lacoste, comme des rivalités de pouvoir quant à des territoires⁵⁶ ». Le choix de l'Ourdou illustre cette problématique : langue de communication des musulmans indiens, elle n'est pratiquée par aucun des groupes ethniques installés sur le territoire du Pakistan (alors que le pendjabi est parlé par 60% de la population). Ce choix identitaire confère une dimension transnationale à sa politique intérieure. Examinons donc les constantes de sa politique étrangère.

5. TROISIEME PARTIE : LIGNES DE FORCE DE LA POLITIQUE ETRANGERE

Le Pakistan a des frontières communes avec l'Afghanistan, la Chine et l'Inde, mais du point de vue strictement religieux, le Pakistan sunnite a deux ennemis : l'Inde hindouiste et l'Iran chiite.

- Quatre conflits armés -dans lesquels il n'a jamais eu le dessus- sont les fruits d'une partition difficilement obtenue : le Pakistan reste marquée par son antagonisme avec l'Inde. Cette relation conflictuelle constitue le fondement de sa géopolitique externe. Il en découle une recherche obsessionnelle de sécurité et une quête d'alliances.
- La dimension religieuse de l'identité nationale et la nécessité d'améliorer son économie expliquent son attirance pour l'Asie centrale. Depuis la fin du clivage Est/Ouest et le déclin des ambitions soviétiques sur cette partie du monde, le Pakistan apparaît comme le pays ayant vocation à étendre son influence sur les parties musulmanes du continent asiatique. Mais si son action est dominante en Afghanistan et au Cachemire, il doit compter avec les ambitions iraniennes et turques en Asie centrale.

Nous examinerons donc la géopolitique externe du Pakistan autour de trois thèmes : l'Inde, les grandes puissances, et le monde musulman.

5.1 LE SYNDROME INDIEN

Le Pakistan s'est construit en opposition avec l'Inde : La partition de 1947 fut vécue par les fondateurs pakistanais comme une victoire, alors même que l'Inde, se considérait comme un Etat pluriel, où la religion ne fonde pas la nation ; En 1949, quand Nehru définit la théorie du non-alignement, le « Pays des purs » adopte une politique d'alliance pro-occidentale... Le différend originel est toujours d'actualité : chacun accuse l'autre de fomenter des troubles sur son territoire, par le biais des services secrets, d'y exacerber les tensions, voir d'y mener une guerre par mouvements séparatistes interposés. Pourquoi une telle crispation perdure ? La rhétorique anti-indienne a au moins quatre causes :

- Elle est un facteur de mobilisation pendant les crises ;
- Elle est un argument dans la compétition que se livrent les mouvements politiques ; elle tend à limiter la marge de manœuvre du parti au pouvoir qui se voit automatiquement accusé de faiblesse en cas d'amélioration des relations bilatérales ;
- Elle justifie les budgets militaires et confère à l'armée un poids décisif dans la définition de la politique régionale, donc un droit de veto sur la politique stratégique ;
- Elle prend sa source dans la question non résolue du Cachemire : part manquante de la nation pakistanaise ou question d'ordre interne indienne ? le débat est toujours d'actualité. Le différend

⁵⁶ Alexandre del Valle, op. cit. p.78.

cachemiri a été à l'origine de trois conflits entre l'Inde et le Pakistan en 1947, 1965 et 1971. Depuis 1989, le cycle manifestation / répression / terrorisme a causé plus de 11000 morts dans la partie indienne. L'opposition indo-pakistanaise a incité ces deux pays à lier territoire et conflit, et faire du premier la cause fondamentale de leur antagonisme.

Au-delà de ces raisons objectives, si le Pakistan se rapproche de l'Inde, quelle est la raison d'être du Pakistan ?

5.2 LE PAKISTAN DANS LE JEU DES PUISSANCES

La peur du voisin indien incite donc le Pakistan a contacté des alliances :

- mai 1954, accord d'assistance mutuelle avec les Etats Unis ;
- septembre 1954, adhésion au Pacte de Manille qui fonde l'Organisation de l'Asie du Sud Est (OTASE) ;
- 1955, adhésion au Pacte de Bagdad (Iran, Irak, Turquie, Grande Bretagne) qui deviendra en 1958, le Central Treaty Organization (CENTO) ;
- 1959, accord de défense avec les Etats Unis.

Pourtant ces alliances ne satisfont pas le Pakistan car elles n'assurent aucune protection contre l'Inde, ne favorisent pas un règlement de la question du Cachemire et compromet la solidarité panislamique. Il va donc se rapprocher de la Chine :

- dès 1956, des contacts sont noués ;
- 1963, signature d'un accord sino-pakistanaise sur les frontières.

Tour à tour Etat tampon entre l'U.R.S.S. et l'Inde, plate forme américaine⁵⁷ pour l'observation de l'Union soviétique, puis principal soutien des Moudjahidines pendant la guerre d'Afghanistan, le Pakistan va jouer sur les oppositions croisées Washington- Moscou et Delhi - Pékin.

5.2.1 Le facteur américain

Les Etats-Unis ont soutenu économiquement et militairement Islamabad jusqu'en 1977. Pour contraindre le Pakistan à cesser son programme de recherche nucléaire, ils restreignent à cette époque leurs aides.

L'invasion soviétique en Afghanistan, entraîne un retour en force des subsides américains au Pakistan : A partir de 1981, les Etats-Unis décident d'encourager un fondamentalisme sunnite en Afghanistan, pour détourner le radicalisme islamique vers le communisme, et gêner Soviétiques et Iraniens.

Le départ de l'Armée rouge d'Afghanistan (février 1989), la guerre du Golfe (1991), et la chute de l'Union soviétique, inversent la tendance précédente : Les combattants « Afghans » non seulement deviennent inutiles pour Washington, mais se retournent contre les Etats-Unis - pour certains auteurs, on assiste alors au passage d'un islamisme révolutionnaire à un néofondamentalisme conservateur⁵⁸ - accusés de faire la guerre au monde musulman. De 1994 à 1996, Pakistan et Etats-Unis décident alors de soutenir un mouvement tout aussi islamique, mais plus conservateur, celui des talibans.

La situation évolue de nouveau, quand ces derniers donnent asile à partir de 1996, à un milliardaire d'origine saoudienne Oussama Ben Laden, soupçonné d'avoir financé (ou soutenu) diverses entreprises terroristes, en particulier contre des intérêts américains en août 1998. Dès lors, les Etats-Unis se retrouvent du même côté que l'Iran, face à une nébuleuse de radicaux islamistes sunnites soutenus presque ouvertement par le Pakistan, et infligent à Islamabad des sanctions économiques.

⁵⁷ En 1960, un avion U2 parti de Peshawar est abattu au-dessus du territoire soviétique.

⁵⁸ cf. Olivier Roy, L'échec de l'Islam politique, Paris, Le Seuil, 1992.

Toutefois, en soutenant la résistance afghane contre l'U.R.S.S., et plus généralement la stratégie américaine de refoulement du communisme, le Pakistan est devenu un allié incontournable pour Washington et a retiré des bénéfices de cet engagement :

- quasi impunité pour la mise au point de sa bombe atomique, soutien dans son conflit avec l'Inde, percée en Asie centrale soviétique ;
- amélioration de son prestige international, en particulier vis à vis des pays arabes, en devenant la plate forme d'entraînement des réseaux islamiques.

Aujourd'hui, il est difficile pour le Pakistan de ne plus être l'allié privilégié des Etats-Unis, alors qu'il a, un besoin vital du soutien économique américain. Par ailleurs, l'activisme des groupes islamistes armés par Islamabad, nourrit un rapprochement indo-américain au détriment du Pakistan.

5.2.2 Le facteur chinois :

L'Inde est le contrepoids naturel à la Chine : l'hostilité qui les oppose est ancienne, la Chine avait d'ailleurs pris l'initiative d'une « guerre des sommets » contre l'Inde en 1962. Le Pakistan ne pouvait trouver plus fidèle allié.

La défense de l'intégrité territoriale est une des constantes de la politique chinoise. Aussi la recherche de stabilité dans les deux territoires du Xizang (ou Tibet) et du Xinjiang sont importants pour Pékin parce qu'ils forment la frontière occidentale de la Chine : le plateau tibétain est une double porte vers l'Asie du Sud et le golfe persique, le Xinjiang est une large fenêtre sur l'Asie orientale. La tâche n'est pas aisée car Tibétains et Ouïgours ne partagent ni la langue, ni la culture, ni l'histoire des chinois Hans. Les dirigeants chinois craignent notamment un débordement des turbulences ethniques et religieuses d'Afghanistan et du Tadjikistan qui viendraient nourrir le séparatisme Ouïgour⁵⁹. «Au Xinjiang la revendication est ouïgoure avant d'être musulmane⁶⁰». Pour freiner les revendications internes et limiter l'expansion islamique, la Chine a consolidé ses liens avec l'Iran et le Pakistan. Toutefois, elle dénonce le laisser-aller d'Islamabad, qui n'empêche pas l'aide apportée par les extrémistes pakistanais aux sécessionnistes ouïgours du Xinjiang.

Malgré cela, Pékin ne semble jamais avoir cessé d'accorder une aide technique et financière au Pakistan dans les domaines suivants : infrastructures routières, exploitations minière, recherche nucléaire...

Le facteur religieux intervient peu dans ces relations bilatérales : le Pakistan fait preuve de pragmatisme et cherche avant tout à consolider ses positions vis à vis de l'Inde.

5.3 LE MONDE MUSULMAN

Les cinq républiques d'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan) constituent un ensemble stratégique important aux abords de la Russie, de la Chine, de la Turquie, de l'Iran, et de l'Afghanistan. Elles possèdent d'importantes ressources énergétiques et l'islam y est implanté de longues dates. Naturellement le Pakistan s'y intéresse, d'autant que seul l'Afghanistan, le sépare des ces pays. Ses objectifs sont à la fois économiques et stratégiques : développer le commerce, obtenir l'accès aux réserves énergétiques, accroître son influence... telles sont ses ambitions.

⁵⁹ cf les événements de février 1997

⁶⁰ RAMSES 99, p 87

5.3.1 L'islamisme radical au service des ambitions pakistanaises

5.3.1.1 Un jeu à trois voix

Trois empires se partageaient l'Asie centrale aux XVI^e et XVII^e siècles : En Iran, la dynastie séfévides (1501-1727) fait du chiisme pour la première fois la religion officielle du pays ; cet acte fonde l'Iran moderne, mais introduit une rupture idéologique avec l'Asie centrale et le continent indien, tous deux fidèles à un sunnisme hanafite conservateur et orthodoxe. En Asie centrale, les tribus ouzbeks s'emparent en 1501, de la ville de Samarcande ; elles chassent un jeune prince « chaghatay », Babour, de sa vallée natale du Ferghana. Celui-ci fonde sur l'Afghanistan, puis s'empare de Delhi, créant ainsi l'Empire moghol, aboli en 1857 par les Britanniques. Ces trois grands ensembles ont tous le persan comme langue officielle et sont dirigés par des turcs. Entre eux, l'Afghanistan est un territoire que l'on se dispute. L'arrivée des impérialismes russe et britannique au XIX^e siècle fait disparaître l'Empire moghol et les émirats ouzbeks, permettant à l'Afghanistan d'émerger comme un Etat tampon. Mais l'Empire des Indes disparaît à son tour en 1947, et l'U.R.S.S. le suit quelques années plus tard. L'équilibre que leur présence maintenait disparaît.

Aujourd'hui la réaffirmation de la nature profondément chiite de la nation iranienne, l'arrivée sur la scène internationale de l'Ouzbékistan, et la percée des talibans en Afghanistan, soutenu par un Pakistan qui semble habiter un nouveau rêve moghol (créer un vaste empire sunnite entre l'Inde et l'Asie centrale), permettent de retrouver la configuration triangulaire du XVI^e siècle. Le conflit esquivé entre l'Iran et les talibans en Afghanistan au mois de septembre 1998, la froideur des relations entre l'Ouzbékistan et l'Iran, la violente déclaration du ministre ouzbek des affaires étrangères en février 1998, contre le rôle joué par le Pakistan dans l'agitation islamiste de la vallée du Ferghana, montrent ce retour aux trois pôles du XVI^e siècle, avec comme enjeu latent la manipulation de la légitimité islamique et le contrôle d'un espace afghan mal délimité

5.3.1.2 Le panislamisme comme alternative aux Etats en Asie centrale ?

Le panislamisme qui a agité les musulmans de l'Empire russe au début du siècle, était lié à un sentiment de solidarité panturque, à un réformisme religieux et à la volonté d'être acteur sur la scène politique. Le panislamisme contemporain a complètement abandonné cette dimension pour devenir un mouvement très idéologique prônant la construction d'un Etat islamique. Ce phénomène est entretenu en Asie centrale par les mouvements religieux pakistanais, et par le prosélytisme des milieux saoudiens.

Les militants, souvent d'origine pakistanaise mais financés par l'Arabie saoudite, déploient des réseaux religieux qui pénètrent l'Asie centrale, ouvrent des mosquées, accordent des bourses. Ce mouvement est qualifié de « wahhabisme ». « Ce fondamentalisme, s'il peut menacer les régimes en place, n'a pas la base supranationale suffisante pour offrir une solution de rechange au cadre national actuel. Il n'est donc pas susceptible de remettre en cause les frontières⁶¹ ». Au contraire, on peut constater par exemple au Tadjikistan en 1996, que les islamistes préfèrent se rallier à la cause nationaliste par solidarité ethnique, en la personne du commandant Massoud, plutôt que de soutenir les talibans, plus proches de leurs idées mais pachtoune. L'islam n'apparaît donc pas comme un facteur stratégique de première importance en Asie centrale même si l'Iran joue la carte panchiite et le Pakistan la carte islamique.

⁶¹ Olivier Roy, Passés recomposés, in Relations Internationales et Stratégiques, n°34, 1999, p.70.

5.3.1.3 Un fondamentalisme islamique virulent

L'islamisme désigne les utilisations politiques de l'islam. Il doit être distingué du fondamentalisme qui peut être défini comme un retour aux textes fondateurs (le Coran et la tradition), et à une stricte pratique religieuse quotidienne. Le fondamentalisme devient islamisme lorsqu'il est utilisé comme idéologie dans la compétition politique, avec comme objectif de transformer la société et l'Etat, afin de les mettre en conformité avec le message coranique.

Depuis la fin des années 1970, les mouvements islamistes sont devenus les principales forces de contestation dans de nombreux régimes, du fait de l'incapacité des Etats pour la plupart issus de la décolonisation à sortir leurs peuples du sous-développement. Si de profondes transformations sont intervenues en l'espace d'une génération -augmentation du salariat, de l'alphabétisation, de l'urbanisation, émergence de classe moyenne...-, de nombreuses difficultés demeurent -chômage, endettement, ...L'échec est souvent politique et culturel, les gouvernants ayant souvent valorisés des modes de vie occidentaux qui ont conduit une bonne part de la population musulmane à se sentir dépossédée de son héritage islamique. Sur la base de ce constat, les mouvements islamistes ont prospéré dans les pays de tradition musulmane. Existe-il pour autant une internationale islamiste ?

On assiste depuis la fin des années 1980, au développement autour du Pakistan et des talibans d'une mouvance internationaliste. Très conservatrice sur le plan religieux, très radicale sur le plan politique, elle place les soutiens américains et saoudiens du Pakistan en porte à faux.

A la différence de nombreux pays du Moyen Orient et du Maghreb (Turquie, Algérie, Egypte..) où une confrontation croissante entre les gouvernements et les islamistes s'est instaurée, au Pakistan un consensus s'est établi autour des talibans : l'ex Premier ministre Nawaz Sharif les cite en exemple, l'ancien chef de l'I.S.I, le général Halid Gul les soutient ouvertement contre les Etats Unis, le réseau de madrasas s'étend sans contrôle de l'Etat...Existe-t-il pour autant une organisation structurée qui diffuserait des ordres à l'ensemble de la communauté des croyants ? Si des pays comme l'Iran, le Soudan, ou l'Arabie Saoudite, distribuent des aides financières et logistiques, celles-ci ne semblent pas être la contrepartie à des allégeances idéologiques ou politiques. Si logique « internationale » il y a, elle s'exprime au travers d'idées, de personnes et de formations communes⁶².

Seule certitude, le Pakistan apparaît comme le protecteur et le vecteur d'un fondamentalisme islamique virulent, dans lequel les mouvements radicaux se définissent moins par l'idéologie que par l'activisme : déstabilisation de l'Ouzbékistan, solidarité avec les Tchétchènes et les Ouïgours de Chine, etc....

5.3.2 Une politique régionale très offensive

L'effondrement de l'U.R.S.S., et l'évolution anti-occidentale des mouvements islamistes radicaux, ouvraient de nouvelles perspectives au Pakistan en direction de l'Asie centrale :

- En Afghanistan, le lien Taliban - Pakistan est tout à la fois idéologique (fondamentalisme sunnite conservateur), stratégique (instauration d'un protectorat sur l'Afghanistan), et ethnique (les madrasas qui recrutent sont en zones pakistanaises).
- En Asie centrale ex-soviétique – en particulier au Ouzbékistan et au Tadjikistan - Islamabad utilise des réseaux religieux identiques, mais reste officiellement en retrait.

⁶² voir entre autres, un site Internet pro Taliban : <http://www.taliban.com>.

5.3.2.1 En Afghanistan

La politique extérieure d'Islamabad est dominée par le conflit afghan : Depuis la chute de l'Union soviétique, son objectif est d'instaurer en Afghanistan un gouvernement patchoune qui lui soit favorable, et lui permettre d'étendre son influence régionale. Il disposerait alors d'un corridor vers l'Asie centrale (pour importer par exemple du gaz du Turkménistan) et d'une profondeur stratégique face à l'Inde. Devant l'impossibilité d'unifier les patchounes des deux côtés de la frontière, et face au rapprochement du gouvernement afghan, de la Russie et de l'Inde, le Pakistan a décidé de soutenir les talibans, ce qui a modifié l'équilibre régional.

- Un contentieux existe entre le Pakistan et l'Afghanistan depuis 1947 à propos du Pachtounistan, province de la frontière Nord ouest, peuplée de Pachtouns, ethnie dominante en Afghanistan. Quand à partir de 1955, l'Afghanistan se rapproche de L'U.R.S.S., donc de l'Inde, tandis que le Pakistan rejoignait le camp américain, les tensions s'amplifièrent entre ces deux pays.
- Après le coup d'Etat de 1973 à Kaboul, Islamabad donna refuge et entraîna les islamistes afghans en rébellion. Dès cette époque, des réseaux d'opposants islamiques au gouvernement de Kaboul sont créés sur le territoire du Pakistan. Ils reçoivent l'aide de partis religieux et des services secrets de l'armée pakistanaise l'Inter-services Intelligence (I.S.I.).

Le retrait des troupes soviétiques en 1989 n'a pas mis fin au conflit afghan. La continuation de la guerre s'explique par deux facteurs :

- Juxtaposition de quatre grandes ethnies incapable de s'unifier : les persanophones sunnites du Nord-Est (ou Tadjiks) groupés autour du commandant Massoud, les Ouzbeks, les Hazaras chiites et les Pachtouns, ethnie dominante, démographiquement et politiquement, depuis 1747 date de fondation de l'Afghanistan. Profitant de ce contexte, les talibans ont formé en 1994, un mouvement militaro-politique sous l'égide de Mollah Omar dans le but officiel de mettre fin à la dérive mafieuse des moudjahidines, mais surtout pour imposer leur conception de la charia.
- le soutien pakistanais : en 1994, Islamabad a vu dans les talibans le moyen de s'implanter en Afghanistan par Pachtounes interposés, d'autant que le parti pakistanais Jamiat-e Ulama-e islam était l'émanation politique au Pakistan des réseaux des madrasas d'où provenaient les talibans.

Le mouvement Taliban a logiquement réussi à s'emparer de l'ensemble des zones occupées par l'ethnie patchoune, puis progressivement de l'ensemble du pays (septembre 1995 Hérat, 1996 Kaboul, 1998 Mazar i Sharif et Bamyan...).

5.3.2.2 Avec l'Iran et l'Ouzbékistan

Le Pakistan n'a rien à gagner d'une confrontation avec l'Iran et l'Ouzbékistan. Mais les mouvements fondamentalistes utilisés comme bras armé de sa politique, sont violemment anti-chiites et pourraient vouloir renverser les régimes en place en Asie centrale.

- Pour renforcer militairement les talibans, le Pakistan a notamment utilisé des réseaux de volontaires islamiques surtout arabes, mobilisés depuis les années 1980 -contre les Soviétiques d'abord, puis contre le régime communiste (de 1989 à 1992) et enfin contre le commandant Massoud. Or ces réseaux musulmans sunnites -comme les talibans- sont traditionnellement opposés aux chiites. Lors de la prise de Mazar i Sharif une dizaine de diplomates iraniens ont été assassinés. Cette radicalisation n'a pas contribué à rapprocher Iran et Pakistan.
- En Ouzbékistan, le rôle joué par le Pakistan dans l'entraînement des radicaux islamistes a été dénoncé.

L'activisme pakistanais va toutefois trouver ses limites : les clivages ethniques et nationaux l'emportent partout sur la solidarité militante panislamique :

- les talibans sont considérés en zone non pachtoune comme une force d'occupation.
- le bloc tadjik qui se constitue, s'oppose aux blocs patchoune et ouzbek.
- à partir de 1999, la méfiance s'installe entre les Etats d'Asie centrale et le Pakistan ; seul le Turkménistan entretient de bonnes relations avec le Pakistan, ces deux pays projetant de construire un gazoduc qui relirait les champs turkmènes au Pakistan par l'ouest de l'Afghanistan.
- les relations avec l'Iran se tendent car la décennie 1990 est marquée par une hausse importante des conflits et des massacres entre chiites et extrémistes sunnites au Pakistan. Face à la menace sunnite et pour stabiliser son flanc Est menacé par les contrebandiers baloutches, Téhéran soutient avec l'aide de la Russie, le commandant Massoud.

5.4 CONCLUSION : PREEMINENCE DU FAIT ETHNIQUE SUR LE FAIT IDEOLOGIQUE

Les mouvements islamistes pakistanais se définissent moins par leur idéologie que par leur activisme. En fait, ils internationalisent les enjeux de la politique intérieure du Pakistan - polarisation ethnique et radicalisme islamiste- et exportent ce bipôle :

- Au Pakistan, le pouvoir a promu simultanément charia et ethnie pendjabi ;
- En Afghanistan, l'ethnie pachtoune soutient la talibanisation.

Toutefois la prévalence du facteur ethnique sur le fait idéologique est mise en valeur au plan international comme au plan intérieur : ainsi, on constate dans la Province Frontière du Nord Ouest, que derrière un mouvement religieux universaliste, se cache une revendication identitaire comme la demande de création du Pakhtunkhwa.

L'utilisation de l'islamisme a permis au Pakistan de jouer sur la scène internationale, un rôle disproportionné par rapport à sa véritable puissance, économique en particulier. Dans l'avenir, le problème d'Islamabad sera de prendre ses distances vis à vis des réseaux islamiques radicaux qui sont les instruments de sa politique envers le Cachemire, l'Afghanistan et l'Asie centrale. « La partie est difficile, car la mise en avant des questions ethniques et purement nationales au détriment d'une solidarité islamique même mythique ferait aussitôt resurgir le caractère artificiellement multiethnique du Pakistan »⁶³.

6. CONCLUSION

Plus d'un demi-siècle après la partition de 1947, le Pakistan cherche encore son identité. « Le pari de Jinnah n'est pas près d'être gagné. La référence à l'islam non seulement n'a pas suffi à fondre les groupes ethniques, mais a parfois accentué les conflits intra-musulmans, et à l'occasion, brouillé les frontières de l'Etat en légitimant une identité panislamique⁶⁴ ». Pays pauvre, il possède néanmoins l'arme atomique, souvent présentée comme un symbole de la puissance.

contribué à sa création. Les acteurs de la scène politique sont au nombre de trois : l'armée, les partis politiques et les islamistes. Ces derniers se présentent volontiers comme une alternative à un régime militaire dont ils redoutent une dérive kémaliste. Multi-ethnicités et radicalisme religieux sont les fondamentaux de la politique intérieure pakistanaise. L'opposition à l'Inde est alors le moyen le plus simple pour souder la nation.

Au plan international, le Pakistan est au cœur d'une crise régionale qui se développe autour de trois facteurs dont deux sont issus de sa problématique interne :

- Un jeu géostratégique classique qui oppose des puissances régionales (Inde, Pakistan, Iran) ; dans ce contexte les rivalités, entre les grandes puissances, ont servi les ambitions pakistanaises : exister face à l'Inde, s'imposer en Afghanistan.
- Une radicalisation islamique à partir de réseaux internationaux, que le Pakistan pense pouvoir contrôler : la fulgurante ascension des talibans est l'œuvre des pakistanais qui ont instrumentalisé à leur profit la cause des intégristes. Les élites occidentalisées sauront-elles réduire l'influence de ces mouvements religieux ? sans l'islam, le Pakistan n'existe pas, plus rien ne justifie son existence distincte de l'Inde, et plus rien n'unit les peuples qui le composent (Pachtounes, Sindhis, Pendjabis, Baloutches, Mohadjirs). Lorsque l'identité nationale est tributaire de la nature de l'identité islamique, les oulémas ne détiennent-ils pas une position de force pour maintenir la cohésion nationale ?
- Une polarisation ethnique qui dépasse le cadre des frontières du Pakistan. Les continuités ethniques s'exercent au-delà des frontières des Etats et renforcent le lien entre solidarité islamique et transnationalité. La volonté de briser des relations communautaires engendre des frustrations et des revendications qui nourrissent des conflits, et favorisent la création de toutes pièces d'identités, à l'instar de la distinction entre Pathans orientaux et occidentaux, ou de l'Azad-Kashmir et du Jammu-et-Kashmir.

La stratégie islamique mise en œuvre par le Pakistan n'a pas vocation à installer des régimes islamistes, mais affirme plutôt la volonté de consolider sa situation interne, et d'exercer sur la scène internationale un rôle que sa situation économique ne lui permet pas d'espérer.

TABLE DES CARTES

- 1- Le Pakistan avant 1955 (source Le Pakistan op. cit. p.42)
- 2- Le Pakistan (source Le Pakistan op. cit. p.262)
- 3- La partition de l'Inde (source Le Pakistan, op. cit. p.10)
- 4- Le monde iranien (source Chauprade A, op. cit. p.117)
- 5- Les religions en Inde (source Chauprade A, op. cit. p.181)

CHRONOLOGIE SUCCINCTE

- 23 mars 1940 La Ligue musulmane vote à Lahore une résolution revendiquant la formation d'un Pakistan présenté comme une union d'Etats souverains et indépendants.
- 14-15 août 1947 Indépendance et partition de l'Inde britannique ; les zones majoritairement peuplées de musulmans, à l'ouest, Pendjab occidental, Province de la frontière du Nord Ouest, Sind et Baloutchistan, et à l'est, Bengali oriental, forment le Pakistan.
- juillet 1947 L'Indian Independence Act supprime simplement toutes références au contrôle par la couronne britannique du Government of India Act de 1925 qui devient la loi fondamentale des deux pays.
- 27 octobre 1947 Confronté à l'offensive de tribus pathanes, le maharadjah du Jammu-et-Cachemire demande l'aide de l'Inde.
- 11 septembre 1948 Mort de Muhammad Ali Jinnah fondateur et premier chef de l'Etat du Pakistan.
- Décembre 1948 Liaquat Ali Khan devient Premier ministre, Khawaja Nazimuddin gouverneur général et Maulvi Tameezuddin président de l'assemblée constituante.
- 27 juillet 1949 L'Inde et le Pakistan signent un traité de cessez-le-feu.
- 4 janvier 1950 Le Pakistan reconnaît la République populaire de Chine .
- 17 janvier 1951 Le général Ayub Khan remplace le général britannique Gracey comme commandant en chef des forces armées.
- 16 octobre 1951 Liaquat Ali Khan est assassiné. Le pouvoir passe dans les mains du gouverneur général Ghulam Muhammad.
- 26 janvier 1952 Khawaja Nazimuddin, alors Premier ministre, annonce que l'ourdou sera la langue nationale du Pakistan. Les Bengalis (54% de la population) descendent dans la rue en signe de protestation.
- 6 mars 1953 Emeutes anti-Ahmadis à Lahore.
- Avril 1953 Ghulam Muhammad démet le Premier ministre Nazimuddin.
- Mai 1954 Le Pakistan adhère à l'Organisation du Traité de l'Asie du Sud Est (Otase).
- Octobre 1954 Ghulam Muhammad dissout l'Assemblée constituante.
- 11 août 1955 Chaudhary Muhammad Ali devient Premier ministre.
- 19 septembre 1955 Iskander Mirza remplace Ghulam Muhammad au poste de gouverneur général.
- 23 septembre 1955 Le Pakistan adhère à la Cento.
- 14 octobre 1955 Afin de faire bloc contre le Pakistan oriental, les provinces constitutives du Pakistan occidental sont fusionnées (One Unit Scheme) en une seule unité.
- 29 février 1956 L'assemblée constituante adopte la première constitution du Pakistan.
- 4 mars 1956 Iskander Mirza est élu Président du Pakistan.
- 7 août 1956 Iskander Mirza est renversé par le général Muhammad Ayub Khan.

2 janvier 1965	Ayub Khan est réélu président du Pakistan.
Avril 1965	Début de la deuxième guerre indo-pakistanaise.
Décembre 1965	Le premier réacteur nucléaire du Pakistan entre en fonction.
10 janvier 1966	Accord de paix indo-pakistanaise.
24 mars 1969	Suite aux violentes manifestations du Pakistan oriental, Ayub Khan démissionne. Il abroge la Constitution et remet le pouvoir au général Yahya Khan qui déclare la loi martiale le 26 mars.
Novembre 1969	Yahya Khan annonce la dissolution du One Unit Scheme et des élections libres.
Décembre 1970	Les premières élections libres sont remportées par la Ligue awami au Pakistan oriental, et par le parti de Zulfikar Ali Bhutto au Pakistan occidental.
Mars 1971	Suite à une grève provoquée par la Ligue awami, l'armée lance une opération d'envergure au Pakistan oriental.
Décembre 1971	Les Bengalis du Pakistan avec l'aide de l'Inde, parviennent à faire sécession pour former le Bangladesh. L'Inde reconnaît le gouvernement en exil du Bangladesh. Yahya Khan remet le pouvoir à Zulfikar Ali Bhutto qui devient civilien martial law administrator.
2 juillet 1972	Indira Gandhi et Z.A. Bhutto signent les accords de Simla qui soldent la guerre de 1971.
12 avril 1973	Une troisième Constitution est proclamée avec l'assentiment des principales forces politiques.
22-24 février 1974	Sommet de l'Organisation de la conférence islamique à Lahore.
Juin 1974	Nouvelles émeutes anti-Ahmadis au Pendjab.
1 ^{er} mars 1976	Bhutto nomme Zia-ul-Haq chef d'Etat major des Armées
28 mars 1977	Après les élections, Zulfikar Ali Bhutto est nommé pour la seconde fois au poste de Premier ministre ; en avril, des manifestants dénoncent le recours à des pratiques illégales pendant le scrutin.
Juillet 1977	Le général Zia-ul-Haq fait arrêter Bhutto ; il suspend la constitution de 1973 et dissout le gouvernement central et celui des provinces. Il déclare la loi martiale en prenant comme argument du trucage des élections de mars.
Septembre 1977	Bhutto est accusé de meurtre. Les Etats Unis suspendent leur aide au Pakistan qu'il soupçonne de poursuivre un programme nucléaire militaire.
18 mars 1978	Bhutto est condamné à mort par le tribunal du Pendjab.
10 février 1979	L'hudood Ordinance introduit des châtiments islamiques pour sanctionner la consommation d'alcool, le vol et l'adultère.
4 avril 1979	Bhutto est exécuté.
27 décembre 1979	Le général Zia-ul-Haq est élu président.

Mars 1985	Le 8eme amendement de la Constitution renforce les pouvoirs du Président qui est notamment autorisé à démettre le Premier Ministre.
30 décembre 1985	La loi martiale est levée et la Constitution de 1973 est rétablie.
29 mai 1988	Zia démet Muhammad Khan Junejo de ses fonctions.
15 juin 1988	Zia promulgue la Shariat Ordinance qui érige les mouftis en conseillers des tribunaux civils.
17 août 1988	Zia meurt dans un accident d'avion.
décembre 1988	Benazir Bhutto devient Premier ministre ; Ghulam Ishaq Khan est élu président du Pakistan.
5 février 1989	L'armée soviétique quitte l'Afghanistan.
6 août 1990	Le gouvernement de B. Bhutto est démis par Ghulam Ishaq Khan. Ghulam Mustafa Jatoi devient Premier ministre par intérim.
Octobre 1990	Les Etats-Unis suspendent leur aide au Pakistan.
Novembre 1990	Nawaz Sharif devient Premier ministre.
1 ^{er} janvier 1991	Le Pakistan participe à la guerre du Golfe aux côtés des Etats Unis.
avril 1993	Le président Ghulam Ishaq Khan démet Nawaz Sharif de ses fonctions. Après avoir fait appel de cette décision devant la Cour Suprême, Nawaz Sharif est rétabli dans ses fonctions. Il obtient en outre un vote de confiance de l'Assemblée nationale.
18 juillet 1993	Le général Abdul Waheed Kakar, chef des armées, obtient de Ghulam Ishaq Khan et de Nawaz Sharif qu'ils démissionnent tous les deux.
19 octobre 1993	Benazir Bhutto redevient Premier ministre.
13 novembre 1993	Farooq Leghari est élu président du Pakistan.
Octobre 1994	Les talibans pénètrent en Afghanistan.
Septembre 1996	Des heurts violents entre sunnites et chiites font une centaine de mort dans le Parachinar.
4 novembre 1996	Le président Leghari démet B. Bhutto.
6 janvier 1997	Leghari nomme un Council for Defense and National Security où siège les chefs d'Etat major des armées et le chef de l'Inter Service Intelligence.
17 février 1997	Nawaz Sharif redevient Premier ministre.
1 ^{er} avril 1997	L'Assemblée nationale vote le 13eme amendement constitutionnel qui retire au Président les pouvoirs que lui accordait le 8eme amendement et rétablit ainsi un régime parlementaire.
25 mai 1997	Le Pakistan reconnaît le gouvernement des talibans en Afghanistan.
2 décembre 1997	Le chef de la Cour suprême et le président Leghari démissionnent.
1 ^{er} janvier 1998	Rafiq Ahmed Tarar devient président.
Avril 1998	Lancement expérimental d'un missile d'une portée de 1500 km.
Mai 1998	Explosion d'un avion de ligne.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GENERAUX

- Badie B., La fin des territoires, Essai sur le désordre international et sur l'utilité social du respect, Fayard, L'espace du politique, Paris, 1995.
- Balencie J.M., de La Grange A., (sous la direction de), Mondes rebelles, guerres civiles et violences politiques, éditions Michalon, 1999.
- Botiveau B., Cesari J., Géopolitique des islams, Economica, Poche Géopolitique, Paris 1997.
- Boivin M., Le Pakistan, PUF, coll. « Que sais-je ? », Paris, 1996.
- Chauprade A., Introduction à l'analyse géopolitique, ellipses, Paris, 1999.
- Clémentin-Ojha (sous la direction de), Renouveau religieux en Asie, Paris, EFEO, 1997.
- Kepel G., Jihad, Expansion et déclin de l'islamisme, NRF, Gallimard, Paris 2000.
- Jaffrelot C. (sous la direction de), Le Pakistan carrefour de tensions régionales, Complexe, CERI, Paris, 1999.
- Jaffrelot C. (sous la direction de), Le Pakistan, Fayard, Novembre 2000.
- Lacoste Y. (sous la direction de), Dictionnaire de Géopolitique, Flammarion, 1993.
- Laïdi Z. (sous la direction de), Géopolitique du sens, Desclee de Brouwer, Paris, 1998.
- de Montbrial T., Jacquet P. (sous la direction de), RAMSES 99, IFRI, Synthèse annuelle de l'évolution du monde, DUNOD, Paris 1998.
- de Montbrial T., Jacquet P. (sous la direction de), RAMSES 2000, IFRI, Synthèse annuelle de l'évolution du monde, DUNOD, Paris 1999.
- de Montbrial T., Jacquet P. (sous la direction de), RAMSES 2001, IFRI, Synthèse annuelle de l'évolution du monde, DUNOD, Paris 2000.
- Roy O., L'échec de l'Islam politique, Paris, Le Seuil, 1992.
- del Valle A., Islamisme et Etats Unis, une alliance contre l'Europe, L'âge d'homme, Paris, 1997.

PERIODIQUES

- Gresh A., «Un fondamentalisme sunnite en panne de projet politique », in Le Monde Diplomatique, octobre 1998.
- Lamballe A., « L'eau, source de conflits en Asie du Sud », in Guerres mondiales et conflits contemporains, Revue d'histoire, PUF, Quarante-neuvième année – n°195- septembre 1999.
- Lamballe A., « Islamabad – Peshawar - Quetta : un triangle conflictuel au sein du Pakistan », in Guerres mondiales et conflits contemporains, Revue d'histoire, PUF, Quarante-neuvième année – n°195- septembre 1999.
- Lamballe A., « Armée et politique au Pakistan », in Défense Nationale, Mars 2000.
- Héméry C., « Les illusions de la stratégie pakistanaise », in Relations Internationales et Stratégiques n°34, 1999.
- Pochoy M., « Les constantes de la politique intérieure pakistanaise », in Les Etudes du Cercle, n°5,

Roy O., «Un fondamentalisme sunnite en panne de projet politique », in Le Monde Diplomatique, octobre 1998.

Yared M., Comment les pirs prennent partis, in « Soufisme et islamisme », Les cahiers de l'Orient n°50, 08/1998.

Zahab A., « Pakistan : institution à la dérive et isolement croissant », politique étrangère, 4-98, IFRI, Paris, hiv.1998-1999.

CONFERENCES – ENTRETIENS

« Le Pakistan : une république islamique en quête de son identité », Institut d'études de l'islam et des sociétés du monde musulman (EHESS), 17 janvier 2001.

TABLE DES MATIERES

1.	PREAMBULE	2
2.	INTRODUCTION	3
3.	PREMIERE PARTIE : IDEOLOGIE NATIONALISTE OU ISLAMIQUE ?	5
3.1	La génèse du Pakistan	5
3.1.1	Un différend idéologique.....	5
3.1.2	Une ambiguïté jamais levée.....	6
3.1.2.1	L'appel à l'islam au moment de la partition.....	6
3.1.2.2	Le nationalisme pakistanais	7
3.2	L'islam, ciment fragile	8
3.2.1	Une myriade de groupes religieux	8
3.2.1.1	Une majorité sunnite.....	8
3.2.1.1.1	Les traditionalistes	8
3.2.1.1.2	Les modernistes	9
3.2.1.1.3	Les néo-fondamentalistes	9
3.2.1.2	Une minorité chiite.....	10
3.2.1.2.1	Les chiites duodécimains.....	10
3.2.1.2.2	Les chiites ismaéliens.....	10
3.2.1.3	Les minorités non musulmanes.....	10
3.2.1.3.1	Les Chrétiens	10
3.2.1.3.2	Les Ahmadiyya	11
3.2.2	Les relations entre groupes religieux et leurs rapports à l'Etat	11
3.2.2.1	Les mouvements anti-ahmadis de 1953, 1974 et 1984.....	11
3.2.2.2	Les affrontements entre sunnites et chiites	11
3.2.2.3	L'explosion de la violence sectaire.....	12
3.3	Vers un Etat islamique ?	13
3.3.1	Un pouvoir jacobin.....	13
3.3.2	Une démocratie introuvable.....	13
3.3.3	La crise politique interne.....	13
3.4	Conclusion : Un équilibre fragile.	14
4.	SECONDE PARTIE : LIGNES CONTINUES DE LA POLITIQUE INTERIEURE	14
4.1	Une géographie contrastée	14

4.4.1	L'inquiétude démographique.....	19
4.4.2	Une économie sinistrée	20
4.5	Conclusion : Prééminence du fait religieux mais importance du fait identitaire.....	20
5.	TROISIEME PARTIE : LIGNES DE FORCE DE LA POLITIQUE ETRANGERE.....	21
5.1	Le syndrome indien	21
5.2	Le Pakistan dans le jeu des puissances	22
5.2.1	Le facteur américain	22
5.2.2	Le facteur chinois :	23
5.3	Le monde musulman.....	23
5.3.1	L'islamisme radical au service des ambitions pakistanaises	24
5.3.1.1	Un jeu à trois voix	24
5.3.1.2	Le panislamisme comme alternative aux Etats en Asie centrale ?.....	24
5.3.1.3	Un fondamentalisme islamique virulent.....	25
5.3.2	Une politique régionale très offensive.....	25
5.3.2.1	En Afghanistan	26
5.3.2.2	Avec l'Iran et l'Ouzbékistan	26
5.4	Conclusion : Prééminence du fait ethnique sur le fait idéologique	27
6.	CONCLUSION	27
	TABLE DES CARTES	29
	CHRONOLOGIE SUCCINCTE.....	30
	BIBLIOGRAPHIE	33